

Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale

n° 8 - avril 2004

Présentation

Cette brochure est l'édition en langue française de *quelques articles* de la revue *Marxismo Vivo - n° 8* publiée en espagnol (sorti fin 2003), voir www.marxismalive.org. La "présentation" qui suit concerne toutefois l'édition complète en espagnol, qui comprend entre autres la deuxième partie d'un long article de James Petras, *Où va le Brésil ?*

Nous livrons au lecteur une revue Marxisme Vivant spéciale car quasiment entièrement dédiée à la révolution bolivienne d'octobre 2003. Nous rajoutons seulement à ce thème une analyse actualisée de la résistance irakienne et la deuxième partie de l'article de James Petras sur le gouvernement de Lula et les perspectives du Brésil. Le choix de faire la revue de cette manière est dû à l'urgente nécessité de tirer les leçons de cette révolution et de les faire parvenir à l'avant-garde latino-américaine et mondiale.

Le triomphe de l'insurrection d'octobre en Bolivie fait entrer la révolution sur notre continent dans une nouvelle phase : elle prend un caractère urbain où la classe ouvrière, avec ses organismes et ses méthodes de lutte, retourne à la tête de l'ensemble de la population pauvre contre l'impérialisme et la bourgeoisie. La bourgeoisie, incapable de garantir l'indépendance nationale, s'associe à l'impérialisme dans la colonisation de la Bolivie. La révolution sociale et la libération nationale s'unissent dans un même torrent révolutionnaire dont les protagonistes sont les mains calleuses des ouvriers et des paysans pauvres.

L'octobre bolivien fut aussi une insurrection ouvrière classique : l'appel à une grève générale insurrectionnelle laissa, en peu de jours, le pays paralysé et désapprovisionné. La prise de pouvoir par les travailleurs en vint à être présente comme tâche quotidienne de la classe ouvrière et de ses organisations. Classique aussi fut la centralisation du combat à partir de la COB, qui fut le pouvoir alternatif à l'état bourgeois.

Depuis l'année 2000, en Amérique latine, toutes les révolutions font face à l'état bourgeois dans sa forme actuelle, c'est-à-dire la « démocratie bourgeoise coloniale ». Toutes les révolutions renversèrent des

gouvernements « démocratiques ». En Equateur, la révolution prit le pouvoir pour quelques heures, mais sa direction le livra à l'ennemi, obnubilée par le jeu de la « démocratie ». De cette manière, l'institutionnalité bourgeoise, « démocratique », qui fut affrontée et mise en échec par ces insurrections, se réimposa.

Aujourd'hui, les principales directions du mouvement bolivien, le gouvernement de Mesa, l'ambassade yankee, la OEA, tous, sans exceptions, font confiance au jeu de la démocratie et à l'appel à une « Assemblée Constituante ». L'histoire des révolutions est remplie de défaites face à la «démocratie». Il y a des dizaines de révolutions victorieuses que affrontèrent des contrecoups et des invasions militaires étrangères, mais il n'y a qu'une seule révolution victorieuse contre le régime démocratique bourgeois : la révolution russe d'octobre 1917. Le secret de cette victoire réside dans l'existence d'une direction révolutionnaire qui n'hésita pas à mettre en pièce l'appareil de l'état bourgeois avec sa forme « démocratique » et à le substituer par un organe de pouvoir des travailleurs et du peuple, les « soviets ».

Toutefois, les travailleurs du continent et les pauvres en général vont apprendre, au prix de grands sacrifices, que la machine de la contre-révolution revêt le visage de la « démocratie ». Ils vont apprendre que tout Etat est une machine de répression et que la république bourgeoise la plus démocratique est une machine pour la répression du prolétariat par la bourgeoisie. De même, les gens du peuple commencent à se demander : « Que nous a donné la démocratie ? ». Rien, sinon qu'au contraire, elle nous retire la terre, l'emploi, la souveraineté et la vie pour nous sacrifier sur l'autel du marché et de la démocratie coloniale des riches.

L'octobre bolivien démontra que la révolution socialiste n'est pas une utopie. La prise du pouvoir est à portée de main. Les masses en insurrection firent tout ce qui était à leur portée. L'avant-garde révolutionnaire de la Bolivie et du continent, si elle avance dans la construction d'une direction révolutionnaire, pourra faire ce que les masses par elles seules ne pourront jamais obtenir : prendre le pouvoir et commencer la construction d'un état des travailleurs et du peuple. Chose qu'ils n'obtiendront que s'ils se basent sur la maxime de Karl Marx : « Notre terrain n'est pas celui du Droit ; c'est le terrain de la révolution »¹.

¹ Karl Marx, *La bourgeoisie et la contre-révolution*, décembre 1848.

Lutte de classes

La Bolivie : une révolution ouvrière et socialiste en cours

Pedro Villa

Dirigeant du PST du Pérou et membre de la direction de la LIT-QI

Pour comprendre l'insurrection victorieuse qui a renversé le gouvernement de Sánchez de Lozada, ainsi que ses perspectives, il faut voir l'étape dans laquelle elle a eu lieu. Depuis la défaite de la mobilisation révolutionnaire dirigée par les mineurs en 1985, une étape de réaction s'était ouverte dans le pays. Durant cette période on a appliqué implacablement les plans néo-libéraux, en plaçant les travailleurs et le peuple dans une situation de défense. Il s'est produit ce qu'on a appelé un massacre blanc : environ 30 mille mineurs et 120 mille travailleurs des usines ont été licenciés. On a imposé des dispositifs légaux au moyen desquels on a mis aux enchères les nouvelles richesses naturelles découvertes, comme le pétrole et le gaz, et on a privatisé les principales entreprises jusqu'alors dans les mains de l'Etat. Ainsi a commencé la recolonisation du pays.

La recolonisation a été confrontée d'abord à la résistance d'importants secteurs paysans, puis à celle des travailleurs des villes. Ce qui a marqué un changement d'étape a été la lutte insurrectionnelle d'avril 2000 à Cochabamba. La "guerre de l'eau" a été une insurrection victorieuse régionale qui, unissant l'ensemble de la population ouvrière de Cochabamba, inaugure une étape révolutionnaire dans le pays.

Le rapport de forces change. Les masses des travailleurs passent à l'offensive. Cela commence par les *cocaleros* du Chaparé, des Yungas, de l'Altiplano ; cela continue avec les travailleurs des villes, les pensionnés, les enseignants, les syndicalistes, les travailleurs de la santé et les étudiants. Les masses des travailleurs ne cessent d'affronter le gouvernement de Banzer et de "Tuto" Quiroga avec leurs revendications, tout au long des années de leur gestion qui a terminé en août 2002. Le gouvernement de Banzer a été deux fois sur le point d'être renversé, en avril et en septembre 2001. Il n'a pu terminer son mandat que parce que les directions paysannes d'alors, déjà sous la direction d'Evo Morales, ont chaque fois négocié leur permanence. De cette manière et au moyen d'un accord de gouvernabilité patronné par l'Eglise, sous Tuto Quiroga, on a pu laisser le chemin libre aux élections

générales de l'année 2000. Mais ces élections, utilisées comme une mesure pour dévier la montée révolutionnaire des masses, se sont réalisées sous le signe de cette montée et dans le cadre de la crise sociale instaurée, dont la composante fondamentale a été la grave récession présente depuis 1999, ainsi que le déficit fiscal volumineux qui afflige le pays jusqu'à nos jours.

Ces élections avaient lieu dans le cadre de l'échec cuisant des plans néolibéraux et le rejet croissant de ces mesures par les masses. Voilà pourquoi le processus électoral a été traversé par des mobilisations, comme celles des cocaleros qui avaient mis en échec la tentative de fermeture du marché de la coca dans les Yungas, ou celles du corps enseignant urbain, et surtout la lutte spectaculaire des mineurs de Huanuni, qui a ramené dans le giron de l'Etat la mine privatisée par Banzer. C'est dans cette phase de luttes que se développent et se fortifient les directions paysannes et leurs partis, comme le Mouvement au Socialisme (MAS) d'Evo Morales et le Mouvement Indigène Pachacutec (MIP) de Felipe Quispe, le "Mallku".

Le reflet dans les élections

Les résultats électoraux du 30 juin 2002 ont été une expression déformée de la montée révolutionnaire des masses. Evo Morales est la seconde force politique du pays, à un seul point du gagnant Sánchez de Lozada (Goni) qui n'atteint que les 22% des votes. Le triomphe de Goni a été obtenu grâce à une fraude électorale au détriment du MAS qui, ensemble avec le MIP, représentait effectivement la première force politique du pays, devançant de loin le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) de Paz Zamora et la Nouvelle Force Républicaine (NFR) de Reyes Villa, sans parler de l'ADN de Banzer qui a été pulvérisée.

Apparaît ainsi le second gouvernement de Sánchez de Lozada, grâce à une coalition éphémère avec le MIR contrôlée par l'ambassade américaine, qui a mérité depuis le début le rejet de vastes secteurs ouvriers, paysans et populaires. Un gouvernement fragile, mis en question depuis le début avec ses plans de soumission.

Ce gouvernement, qui aurait bien pu avoir été renversé avant octobre, a obtenu des directions une trêve de cinq mois, un temps mis à profit pour mettre en action son nouveau plan d'ajustement recolonisateur dont l'objet central a été la mise aux enchères de la nouvelle richesse bolivienne, le gaz, au profit des entreprises impérialistes. Mais les masses, fatiguées de 18 années de faim et de misère, et de voir bazarder le pays, ont cassé la trêve accordée par les directions conciliatrices et sont parties en lutte. Elles l'ont fait en janvier de cette année, d'abord les cocaleros et les retraités avec le

blocage de routes, au prix de plus de 20 morts. La lutte a été levée après un accord en vue d'un dialogue, ce qui a donné un répit au gouvernement qui, après cet accord, s'est cru libre de décharger sur le peuple travailleur un nouvel ajustement à travers ce qu'on a appelé *l'impuestazo*, un impôt imposé par le FMI pour équilibrer l'immense déficit fiscal. A cette mesure, lancée en février, les travailleurs et la jeunesse ont répliqué par une insurrection qui a eu son épicentre à La Paz et El Alto, mais qui s'est manifestée aussi avec force à l'intérieur du pays, comme à Cochabamba, Potosí et Oruro, et dont a pris part, sautant sur l'occasion, la police qui a fait face avec ses armes à l'Armée. Cette lutte a coûté plus de 30 vies et plus de 200 blessés. L'insurrection ouvrière, paysanne et populaire a mis en échec l'impuestazo et a été à l'origine d'une crise révolutionnaire qui a frappé à mort le gouvernement de Goni et son plan.

Tel est le tableau de la nouvelle étape de montée révolutionnaire qui précède et prépare la nouvelle insurrection d'octobre, une insurrection qui cette fois mettra fin au gouvernement de Goni. Dans cette période le problème du pouvoir a déjà été à l'ordre du jour, comme une question d'actualité qui se manifestait avec toute sa vigueur, tant en février comme en octobre 2003. C'est une étape dans laquelle la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) était ressuscitée de ses cendres. Elle est l'œuvre surtout de ses bases combattives qui n'ont pas cessé de combattre tout au long de ces années l'ajustement néo-libéral incessant, et qui ont approfondi leur lutte avec l'entrée chaque fois plus décidée et massive des travailleurs des villes qui emboîtaient le pas aux paysans dans les mobilisations insurrectionnelles de février et d'octobre.



Octobre : une révolution triomphante

Après une nouvelle trêve de six mois après février, accordée par les directions, et spécialement par Evo Morales dont le parti pratiquait de fait un accord de gouvernabilité pour soutenir le gouvernement de Goni jusqu'en 2007, la pression des bases ouvrières, paysannes et populaires oblige les directions à lutter pour le gaz et à faire face au gouvernement de Goni. Pendant ces mois, le gouvernement a cherché à se réhabiliter en réorganisant la police et en mettant sur pied une grande coalition avec l'incorporation de la NFR au gouvernement. Il pensait de cette manière surmonter la grave défaite de février, pour passer de nouveau à l'offensive avec les plans de vente du gaz et les nouveaux impôts prédateurs comme le code fiscal, ainsi que le grand pardon aux entreprises qui sont maîtres de l'évasion fiscale, et la pénalisation des blocus, parmi d'autres mesures.

Encouragés par la victorieuse insurrection de février, les syndicats de base de la COB exercent une pression pour la réalisation du XIII^{ème} Congrès, plusieurs fois retardée par la direction pro-gouvernementale de Saturnino Mallku. Malgré le boycott des secteurs pro-gouvernementaux, le congrès a eu lieu en août 2003, un événement qui, malgré une série de faiblesses, a signifié un pas décisif dans la réorganisation du mouvement ouvrier, paysan et populaire.

C'est dans ces conditions que différents secteurs ouvriers et paysans se prononcent contre la vente du gaz, comme réponse à la campagne intense que le gouvernement avait commencé pour convaincre la population de la nécessité de son exportation vers les États-Unis via le Chili. Les paysans de l'altiplano commencent début septembre une marche vers La Paz à partir de Caracollo, en demande d'un ensemble de revendications qui ont comme centre la non-vente du gaz. On bloque les routes et l'altiplano est paralysé. Par la suite, des organisations dirigées par la COB, le MAS, l'organisme coordinateur pour la défense du gaz, etc., organisent pour le 19 septembre une mobilisation nationale, dont la demande centrale est la récupération du gaz, ce qui donne une nouvelle envergure à la consigne qui jusqu'alors se limitait à exiger que le gaz ne sorte pas via le Chili. En ce jour, la mobilisation a été massive et ferme, et la surprise pour beaucoup, surtout de la direction, a été qu'à la revendication pour le gaz on a ajouté celle du retrait de Goni ! Cela a été une mobilisation antigouvernementale qui a dépassé l'attente des organisateurs. Le samedi 20, le gouvernement, avec le ministre Sánchez Berzaín en tête, est intervenu par ordre de l'ambassade américaine pour "dégager" des dizaines de touristes étrangers retenus par le blocus de

routes. Des confrontations dures se produisent avec les paysans de la zone en donnant comme résultat 6 morts.

Ce massacre, perpétré le jour après la glorieuse mobilisation nationale, a attisé le feu de la haine antigouvernementale. La COB, qui avait dirigé la mobilisation, renforcée par cette convocation après des années d'ostracisme, appelle à un Conseil Elargi à Huanuni pour répondre au massacre de Sorata. Dans ce Conseil Elargi, les bases se prononcent pour la convocation à la Grève Générale Indéfinie, en demandant le renoncement de Sánchez de Lozada. La réunion fixe la date de début pour le 29 septembre. A ce moment, les paysans de l'altiplano qui étaient arrivés à El Alto ont initié une grève de la faim dirigée par le Mallku. La fédération des Assemblées de Quartier (FEJUVE) et la Centrale Ouvrière Régionale (COR) qui venaient de réaliser avec succès une grève de 48 heures - qui a mis en échec l'"impuestazo" du bourgmestre du MIR - étaient prêts pour se joindre aux luttes des paysans qui arrivaient à El Alto.

De cette manière, la convocation à la grève générale de la COB unifiait les luttes jusqu'à ce moment dispersées, en donnant un élan qualitatif aux mobilisations en cours. Bien que cette convocation n'ait pas été bien préparée parce que la COB venait d'un Congrès qui n'avait pas approuvé un plan de lutte pour renverser le gouvernement, mais qui se limitait à combattre pour des revendications économiques minimales; la force des faits, le ras-le-bol des masses avec le gouvernement et sa politique de famine, la maturité de la situation pour une insurrection et pour une révolution dans le cadre de l'étape de montée, font que la grève générale est suivie avec discipline par les différentes bases ouvrières, paysannes et populaires, en dépit du refus de certains secteurs de la direction, comme Evo Morales et les enseignants de La Paz dirigés par le POR-Lora, qui ont résisté jusqu'au dernier moment à entrer pleinement dans la mobilisation.

La réponse répressive brutale du gouvernement, qui essayait de casser la volonté de lutte de El Alto (entrée en grève générale indéfinie à partir du 8 octobre, cette fois décidément en réclamant le gaz et la démission de Goni), a coûté plus de 30 vies et des centaines de blessés par balle et a alimenté la flamme de la mobilisation qui est devenue clairement insurrectionnelle. En réponse à la répression, se sont tous les secteurs des travailleurs qui sont entrés en scène avec chaque fois plus de force. Les luttes se sont radicalisées à La Paz où le 12 octobre se sont rassemblés des dizaines de milliers de travailleurs, des paysans et des étudiants. La répression militaire a coûté encore des dizaines de vies, uniquement ce jour-là. Les mineurs de Huanuni et d'Oruro, avec de la dynamite en main, effectuaient leur marche vers La

Paz en laissant des vies sur leur chemin par les balles de l'Armée. Les paysans de Los Yungas faisaient de même pour rejoindre les luttes. Les mobilisations s'intensifiaient à Oruro, Potosí, et Cochabamba. En plus, d'importants secteurs paysans s'étaient mobilisés à Santa Cruz, où à première vue rien ne se passait. La lutte qui avait commencé à El Alto s'est étendue au niveau national. La mobilisation qui avait commencé à la campagne s'est emparée des villes. La capacité de direction des travailleurs urbains, dirigés et organisés par la COB et ses bases nationales, a pris en charge la mobilisation. Toutes les marches et mobilisations se sont concentrées sur La Paz. La consigne centrale soulevée par la majorité nationale ouvrière, paysanne et populaire a été de demander la tête de Goni. Il n'y avait pas de négociation possible en dépit des tentatives de quelques secteurs de moindre importance. Les secteurs de classe moyenne qui restaient en attente et même les secteurs plus aisés de la zone sud de La Paz ont rejoint la lutte pour la chute du président face au massacre de dizaines de travailleurs et de jeunes, et des soldats ont refusé de tirer contre la population sans armes. Ces secteurs l'ont fait par la grève de la faim qui a été généralisée aussi à La Paz et à l'intérieur du pays, comme à Cochabamba.

Les 16 et 17 octobre ont connu la plus importante mobilisation et concentration à La Paz. On calcule qu'il y a eu plus de deux cent mille manifestants ce jour là. Des travailleurs, des jeunes, des paysans, armés avec des bâtons et des pierres, des mineurs armés avec de la dynamite, ont comblé la Place San Francisco et ont entouré jour et nuit le palais du gouvernement.

Ces jours-là, le gouvernement avait déjà perdu le contrôle de la situation, encore une fois s'était ouverte une crise révolutionnaire. Gonzalo Sánchez de Lozada, isolé, mis en échec politiquement, ayant résisté jusqu'au dernier moment à démissionner, abandonné par son vice-président, déjà sans le soutien du NFR, soutenu seulement et jusqu'au dernier moment par le MIR, l'ambassade américaine et l'OEA, a été obligé de démissionner et de s'enfuir du pays vers Miami. Le vendredi 17 dans l'après-midi il a abandonné la Bolivie, souillé avec le sang de plus de 80 morts et 400 blessés, et en laissant aux mains du Congrès sa lettre de démission. Un des enfants choyés des politiques néo-libérales du continent était tombé.

Comment appelle-t-on un tel événement dans lequel une grève générale insurrectionnelle renverse un président et son gouvernement ? Des porte-parole de la bourgeoisie et de l'impérialisme ont refusé d'appeler par leur nom les insurrections de février et d'octobre de cette année pour dissimuler les proportions de leur défaite et donc, de la victoire colossale des masses. Goni et l'OEA ont dit de février qu'il s'agissait d'une simple mutinerie

policrière, et d'octobre qu'il s'agissait d'un coup "du syndicat de la drogue". Quelques analystes soutiennent qu'il s'agissait d'un revirement ou d'une rébellion spontanée. Nous considérons que, si "la caractéristique la plus indiscutable des révolutions est l'intervention directe des masses dans les événements historiques" (Trotsky), cette caractéristique a été plus que présente dans les mobilisations qui ont renversé Goni en Bolivie. C'est pourquoi nous soutenons que ce qui est réellement arrivé en Bolivie n'a pas été seulement un revirement spontané, mais une révolution dont les protagonistes ont été les masses des travailleurs de la campagne et de la ville, avec à la tête leur Centrale Ouvrière. Une révolution qui, ayant renversé le gouvernement, a posé le problème de savoir qui devait gouverner le pays.



Une révolution ouvrière et socialiste

De même qu'on a prétendu nier que ce qui s'est passé en octobre a été une révolution, on a aussi mis en cause son caractère de classe. Bien sûr, les nationalités aymaras et quechuas, qui font partie du mouvement paysan, y ont pris une part active et ont commencé l'insurrection d'octobre. Bien sûr, le

composant indigène natif a mis un important torrent de masses dans cette insurrection. Bien sûr, à El Alto les voisins se sont mobilisés. C'est ce qui fait que beaucoup d'analystes caractérisent ce qui est arrivé comme "une rébellion aymara", comme une insurrection "de voisins", "de la commune", et en général comme une "rébellion indigène".

Toutefois, le fait est qu'avec ces secteurs se sont mobilisés les travailleurs organisés des villes, les syndicats et les fédérations qui regroupent les salariés de divers secteurs comme les enseignants ruraux et urbains, les travailleurs de la santé, le personnel des universités et les mineurs. Dans El Alto, les voisins sont dans une grande proportion des travailleurs de différentes branches, des ouvriers, des anciens mineurs qui ont trouvé un autre travail, des syndicalistes. Les travailleurs des usines, bien qu'ils n'aient pas participé comme organisation, ont été présents comme "voisins", aussi bien à El Alto comme dans d'autres lieux de La Paz. La classe ouvrière a été mobilisée aussi à Cochabamba, Potosí et Oruro. Elle était organisée dans les centrales ouvrières départementales et au niveau national, ensemble avec les travailleurs de la campagne, dans la COB. La COR de El Alto a joué avec la FEJUVE un rôle clef dans la mobilisation.

C'est pourquoi la révolution a eu, par sa composition sociale et par la direction qui l'a centralisée au niveau national, la COB, un caractère ouvrier, paysan et populaire. En plus, cette révolution ne s'est pas limitée à faire face à la tentative de remettre le gaz par le Chili, ni uniquement à la permanence de Goni comme président ; elle s'est opposée au pillage impérialiste de nos ressources naturelles et à un gouvernement laquais qui a appliqué ce pillage. C'est-à-dire, par l'ennemi auquel elle fait face, c'est une révolution ouvrière, anticapitaliste et anti-impérialiste, et donc socialiste.

Contrairement à la révolution équatorienne de 2000 qui a eu majoritairement une direction et un composant social paysan indigène, la révolution bolivienne est plus ouvrière et urbaine. A différence aussi de la révolution argentine dans laquelle la classe ouvrière organisée n'a pas eu une participation centrale et n'a donné que des germes de double pouvoir, la bolivienne a comme protagoniste central la classe ouvrière et a donné un organe de double pouvoir plus avancé et institutionnalisé, qui s'est manifesté dans la COB. La révolution équatorienne a aussi produit un organisme de double pouvoir national, l'Assemblée des Peuples, mais avec un poids paysan hégémonique, contrairement au caractère ouvrier de la COB. Si nous comparons les processus révolutionnaires récents de l'Amérique latine, la révolution bolivienne a clairement un caractère d'avant-garde, marquée par son poids prolétaire.

Toutefois, elle reste derrière l'équatorienne en ce qui concerne un de ses éléments : il n'y a pas eu en Bolivie une rupture ouverte de l'armée, comme cela s'est passé en Equateur, où un secteur militaire est passé du côté de l'insurrection, menant ainsi aussi à la défaite militaire du régime. Des éléments de division de l'armée bolivienne ont eu lieu, avec des soldats qui refusaient de réprimer et ont été fusillés, avec un colonel qui s'est prononcé contre la répression, mais cela n'a pas mené jusqu'à la rupture qui s'est produite en Equateur.

La COB : organisme de double pouvoir

C'est une erreur de croire que, la révolution bolivienne n'ayant pas donné des organes de pouvoir comparables aux soviets de la Révolution Russe, il n'y a pas eu de double pouvoir. Beaucoup cherchent avec une loupe ces soviets et ne les trouvent pas dans leur forme classique, ils ne voient pas que, contrairement à d'autres révolutions, la révolution bolivienne a donné un organe de double pouvoir différent mais également puissant. Il s'agit d'une Centrale Ouvrière qui regroupe tous les secteurs de la population travailleuse, de la campagne et de la ville. C'est une "centrale du peuple". Même les assemblées vicinales, qui sont des organisations de la population en général, veulent faire partie de la COB parce qu'il y avait dans leur sein un grand composant de salariés. Dans le Conseil Elargi du 19 octobre se sont réunis tous ces secteurs sous la direction de la COB, pour décider quoi faire après la chute de Goni. Cela montre clairement la force et le pouvoir de convocation de la COB comme direction et comme organe centralisateur.

Cette centrale, qui date de la révolution de 1952 et qui a joué des rôles fondamentaux dans les processus révolutionnaires de 1971 et 1985 comme organe de double pouvoir, avait été pratiquement liquidée dans l'étape de réaction après la défaite des mineurs de 1985. Depuis lors, elle a été dominée par des directions pro-gouvernementales et au service du néo-libéralisme. Mais à la chaleur des combats de ses bases, elle a retrouvé ses forces, et sa récupération est devenue possible grâce aux mobilisations chaque fois plus fermes de cette année, en particulier celle de février. Son XIII^{ème} Congrès, effectué en août, a été la conséquence presque directe de cette insurrection dans laquelle ses bases départementales ont joué des rôles de protagonistes en commençant par celles de La Paz et El Alto. Bien que ce congrès n'ait pas mis en avant clairement une politique correcte, il a quand-même reconstitué à un niveau supérieur son organisation, en mettant en échec les directions pro-gouvernementales, ce qui lui a permis de jouer le rôle centralisateur et unificateur de la révolution d'octobre. C'est, comme nous l'avons dit, sa

convocation à la grève générale qui a permis de donner un saut aux mobilisations d'alors, et c'est à son tour cette révolution qui l'a poussé sur le devant de la scène de nouveau comme organe de double pouvoir institutionnalisé, par la force des mobilisations insurrectionnelles. Bien que momentanément congelé par la politique des directions dans le cadre de la trêve accordée au nouveau gouvernement, même les analystes les plus réticents comme Alvaro Linera considèrent la COB comme cet organisme et considèrent que la situation nationale est traversée par un match nul entre deux pouvoirs. Il en est ainsi parce que le gouvernement ne peut rien faire d'important aujourd'hui sans considérer les approches de la COB, et pendant les jours de combat, la COB et ses bases de la campagne et des villes étaient "propriétaires et seigneurs" de la situation, à tel point que Carlos Mesa a dû lui demander l'autorisation pour entrer au Palais Quemado afin de prêter serment comme président.

La révolution bolivienne actualise des thèmes abandonnés

Par son caractère de classe, par la transparence objective de ses fins, la révolution bolivienne vient remettre à l'ordre du jour des thèmes vitaux, examinés et abandonnés par une grande partie de l'avant-garde mondiale après la chute du Mur de Berlin, et cela plus clairement que dans d'autres révolutions qui se sont succédées durant ces années dans le continent. Ainsi aujourd'hui, grâce à cette révolution, on commence à revaloriser le rôle de la classe ouvrière comme sujet social de la révolution, un rôle ardemment discuté parce que la révolution a non seulement montré la présence militante de la classe ouvrière, mais aussi son organisation comme organe de pouvoir, avec la COB en première ligne. Elle a montré aussi, en connexion avec ce qui précède, un autre thème non moins discuté qui est celui de la prise du pouvoir par les travailleurs, ainsi que la nécessité du parti révolutionnaire pour mener cette tâche à sa solution révolutionnaire. Aujourd'hui en Bolivie, toute l'avant-garde commence à discuter de la nécessité du pouvoir et de la nécessité d'une direction révolutionnaire, en laissant de côté les théories pessimistes et révisionnistes du programme marxiste révolutionnaire. Mais, en outre, la révolution introduit aussi dans la discussion, en même temps que la nécessité de la prise du pouvoir par les travailleurs de la campagne et des villes, la nécessité de donner une solution positive au capitalisme impérialiste en banqueroute totale, en rendant possible la revendication du socialisme comme alternative réelle au système capitaliste.

La direction de la révolution remet le pouvoir dans les mains de la bourgeoisie

Cette révolution qui renverse le gouvernement bourgeois pro-impérialiste de Sánchez de Lozada, termine toutefois en cédant le pouvoir à cette même bourgeoisie au moyen du mécanisme d'une succession constitutionnelle dans le cadre du régime démocratique bourgeois colonial. C'est, comme nous avons dit, une révolution ouvrière et socialiste par le sujet social qui la dirige et par les ennemis auxquels elle fait face, mais qui, ayant à sa tête une direction conciliatrice réformiste, livre le pouvoir à la bourgeoisie. C'est en ce sens que nous l'appelons une *révolution de février*¹, inconsciemment socialiste, qui par le problème de la direction, cède le triomphe à son ennemi de classe.



Il en a été ainsi parce que tant la direction de la COB comme celle des paysans et de la référence politique la plus importante - le MAS d'Evo Morales - ont prôné presque de commun accord qu'à la chute de Goni devait succéder un président dans le cadre de la Constitution Politique de l'Etat. Finalement il y a eu un accord général par lequel celui qui devait se charger du pouvoir devait être le Vice-président de la république. Personne parmi ces dirigeants n'a proposé que le pouvoir doive passer aux mains des travailleurs,

¹ Allusion à la Révolution Russe en *février* 1917, qui a mis fin au tsarisme et mis en place un gouvernement bourgeois dont Kerenski était successivement ministre de la justice, ministre de guerre et finalement Premier ministre jusqu'au moment où les soviets ont pris le pouvoir en *octobre*.

moins encore aux mains de la COB, l'organisme de pouvoir que la révolution avait reconstruit pour assumer ce pouvoir.

Mesa : kerenskiste et pro-impérialiste

De cette façon, le gouvernement de Carlos Mesa est un gouvernement qui est le produit, en premier lieu, d'une insurrection ouvrière et paysanne victorieuse, et c'est donc un gouvernement faible, bien plus faible que le précédent. C'est un gouvernement qui doit faire face à un organisme de double pouvoir alternatif, manifesté dans la COB et les autres organisations ouvrières et paysannes, nationales et locales. C'est pourquoi il a les caractéristiques typiques d'un gouvernement kerenskiste, qui dans un certain sens est l'antichambre d'une nouvelle révolution. Etant aussi la conséquence de la politique des directions qui lui ont ouvert le chemin, c'est un gouvernement qui est soutenu par ces directions, qui n'ont pas manqué de le dire, en lui donnant une trêve : quelques 90 jours selon les paysans dirigés par le Mallku, sans délai fixe pour d'autres, comme la direction de la COB qui a opté pour un "repli stratégique" et comme Evo des Morales qui maintient sa politique de la "défense de la démocratie" et soutient le gouvernement pour qu'il accomplisse son mandat jusqu'en 2007.

Le gouvernement ainsi constitué maintient les lignes maîtresses du plan néo-libéral de son prédécesseur ; c'est donc un gouvernement pro-impérialiste qui se plie aux diktats du FMI. La promesse de referendum pour le gaz, la révision de la Loi d'hydrocarbures et la Constituante sont l'issue pour voir comment échapper au piège de la révolution en cours, et donner suite ainsi au pouvoir recolonisateur dans le pays.

Une nouvelle phase de la révolution

Avec la chute de Goni et la prise en charge de la présidence par Carlos Mesa, le processus révolutionnaire ne s'est pas fermé, au contraire, il s'est approfondi. Rien n'est résolu pour les travailleurs, qui viennent d'un grand triomphe et qui exigent du gouvernement de résoudre les principales revendications à court terme, principalement le problème du gaz. Le pays est en faillite économique et fiscale. Le gouvernement est obligé de recourir à d'importants ajustements dans la ligne du FMI. Ce qui a été ouvert est une nouvelle phase de la révolution. Beaucoup de travailleurs disent qu'en octobre on a gagné seulement une bataille et qu'il s'agit maintenant de gagner la guerre. Ceci veut dire que, bien qu'en octobre le pouvoir soit passé aux mains de la bourgeoisie, la phase qui s'est ouverte met à l'ordre du jour la lutte organisée pour le pouvoir ouvrier, paysan et populaire. Ce qui est à

l'ordre du jour dans cette étape, c'est la préparation de la lutte pour le pouvoir des travailleurs de la campagne et des villes à travers la COB.

Le piège de l'assemblée constituante

La bourgeoisie et l'impérialisme sont conscients de cette seconde phase et se sont donné une politique pour y faire face. D'emblée, ils ont fait face à l'insurrection d'octobre par la voie d'une issue constitutionnelle. Ils cherchent maintenant essentiellement de démonter la révolution en cours par la voie de ce que nous appelons la "réaction démocratique", c'est-à-dire de canaliser le processus des luttes vers un processus électoral, soit en avançant les élections soit, surtout, à travers la convocation à une Constituante. Cette issue ne néglige pas des préparatifs pour un coup d'état comme recours d'urgence, mais il est clair que, à cause de la force des masses, ils mettent l'accent sur l'issue démocratique bourgeoise. C'est la façon dont ils ont fait face aux révolutions en Equateur et en Argentine et ils pensent faire la même chose en Bolivie. Un grand piège est en marche, celui de la Constituante, l'instance vers laquelle, après des manœuvres dilatoires et épuisantes, ils pensent mener la discussion sur la question des décrets sur les hydrocarbures et le gaz, le décret néo-libéral 21060 et toutes les principales demandes des travailleurs, des décrets qu'ils ne doivent même pas soumettre au Congrès actuel puisqu'ils sont de la compétence du pouvoir exécutif.

La bourgeoisie et l'impérialisme cherchent à y arriver au moyen d'accords avec les instances dirigeantes des partis bourgeois et, surtout, des représentants des travailleurs. Ils peuvent compter pour cela avec la collaboration du MAS d'Evo Morales, qui revendique la nécessité de la Constituante comme issue pour "refaire le pays", en coïncidence avec la bourgeoisie de Santa Cruz qui prétend le faire pour ses fins hégémoniques. Ils peuvent compter aussi avec la majorité des instances dirigeantes de la COB, qui maintiennent l'espoir que par cette voie on peut obtenir les conquêtes que les masses réclament.

Mais cette issue, bien que disposant d'un quorum de vaste spectre, ne va pas s'avérer si facile. Mesa s'est engagée à effectuer, avant toute Constituante, un referendum sur le gaz. Il s'agit bien d'une consultation astreignante sur la question de savoir si on récupère le gaz pour la Bolivie ou s'il est laissé entre les mains des transnationales. A l'heure actuelle du processus révolutionnaire, une consultation tant soit peu démocratique - ce qui n'est nullement garantie - mènerait au triomphe écrasant du peuple travailleur. Ceci placerait contre la paroi le gouvernement et l'impérialisme, et accélérerait l'heure des définitions sur le problème de la lutte pour le

pouvoir. A la récupération du gaz s'ajoute la récupération de toutes les richesses privatisées. Et la situation sera mise alors au rouge vif. Voilà pourquoi le gouvernement gagne du temps et essaye de sortir de cette situation en cherchant à mener tout vers l'instance Constituante, dans laquelle il pense gagner la majorité par la fraude, afin d'imposer de cette manière contre les travailleurs le destin du gaz et des autres revendications. Il pourra ainsi dire : la Constituante l'a décidé et nous sommes tous obligés de respecter ses accords, si nous ne voulons pas aller contre la sainte démocratie.

Aucune confiance en Mesa

Contrairement à la politique de la bourgeoisie et de l'impérialisme, la tâche centrale qui est à l'ordre du jour pour les masses des travailleurs et de la jeunesse, dans cette phase de la révolution, est de préparer et d'organiser la prise du pouvoir par la COB. A la manœuvre de l'issue démocratique bourgeoise, et de la Constituante comme sa consigne maîtresse, pour maintenir au pouvoir les transnationales, il faut opposer le renforcement de l'organe de double pouvoir central des masses en lutte, la COB, à partir de ses bases ouvrières et paysannes. Les initiatives que mène la direction dans le sens d'unifier quelques bases encore divisées et leur intégration pleine dans la COB vont dans ce sens. Il est question de maintenir en activité les conquêtes organisatrices, comme les comités de bases à la campagne et à El Alto, les comités d'autodéfense dans les quartiers, les zones pratiquement libérées de l'altiplano, etc. Au pouvoir presque en ruines de la bourgeoisie et à sa tentative de se remettre en selle par l'intermédiaire de l'issue démocratique, il faut opposer le renforcement du pouvoir ouvrier, paysan et populaire.

A cet effet, la convocation à un Congrès de la COB est vitale parce qu'il ne suffit pas de discuter ces tâches ainsi que bien d'autres dans les Conseils Elargis, pour importants et nécessaires que soient ces Conseils. Il faut faire de sorte que l'ensemble des bases examinent dans ce congrès la riche expérience d'organisation et les conclusions politiques toujours plus avancées auxquelles ils sont arrivés par leur expérience propre. Ce Congrès doit évaluer en profondeur la nouvelle situation ouverte ainsi que les tâches qui s'imposent pour les travailleurs. Cela doit être un événement qui va au-delà de ce qui a été fait jusqu'à maintenant, un événement qui propose d'organiser et de préparer la prise du pouvoir, c'est-à-dire comme beaucoup de travailleurs le réclament, de se préparer cette fois pour gagner la guerre.

C'est une tâche qui est à l'ordre du jour pour chaque secteur et chaque base et qui dans certains cas est déjà sur l'agenda, comme dans des secteurs de El Alto. Ces événements devraient confluer dans le grand congrès de la COB.

Aucune confiance dans le Gouvernement de Carlos Mesa ; la trêve offerte par les directions est incorrecte, et pire encore sont les espoirs semés par des directions comme Evo Morales. Le dilemme n'est pas de redéfinir le Gouvernement, comme prétendent erronément quelques dirigeants ; mais son objectif est de mettre en échec la montée révolutionnaire, de restaurer le régime et l'Etat en crise et de recomposer le pouvoir de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Voilà pourquoi le Congrès de la COB doit voter un programme et un plan de lutte pour mettre en échec le plan impérialiste, et mettre la proue dans la lutte pour le pouvoir. Il doit approuver un programme dont le centre est la rupture avec le FMI, la récupération et la nationalisation du gaz, l'annulation de la 21060 pour avoir du travail, l'annulation de la 1008 et la terre pour les paysans. En outre, il doit exiger le non-paiement de la dette externe, le rejet de la ZLEA, la récupération totale des entreprises privatisées pour les mettre sous contrôle des travailleurs ; il doit aussi intégrer les revendications des nations natives qui se concrétisent dans un Etat ouvrier multiethnique et plurinational. Cela doit être accompagné nécessairement d'un Plan de Lutte pour concrétiser le renforcement de la COB et de ses bases, la préparation d'une nouvelle grève générale insurrectionnelle, les milices armées, etc...

La direction de la COB ainsi qu'Evo Morales et le Mallku doivent rompre avec la trêve, c'est-à-dire rompre avec la bourgeoisie et le gouvernement de Carlos Mesa et assumer la tâche de préparer le pouvoir des travailleurs de la campagne et des villes.

Des dirigeants moyens et des activistes et même quelques dirigeants nationaux, après avoir fait le bilan de ce qui est arrivé en octobre, du rôle des actuelles directions conciliatrices, commencent à considérer que le problème central qu'il faut résoudre pour faire face à la nouvelle situation, est le problème de la direction révolutionnaire. Cette conclusion est la clef. Nous, depuis le Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST), nous sommes complètement d'accord et nous voulons participer à la tâche de poursuivre la formation de cette direction entre tous. Voilà pourquoi, engagés pleinement à promouvoir la lutte pour le pouvoir des travailleurs dans cette phase de la révolution, nous voulons confluer avec eux pour construire la direction révolutionnaire dont la révolution ouvrière et socialiste bolivienne a besoin pour sa victoire définitive.

Points de vue

Polémique : La question du pouvoir et les tâches en Bolivie aujourd'hui

Jaime Vilela,
membre de la direction du MST
(Movimiento Socialista de los Trabajadores
la section bolivienne de la LIT-QI)

Pour connaître les différents points de vue sur l'insurrection d'octobre, les tâches qu'elle met à l'ordre du jour et celles qui à partir de cette lutte victorieuse se trouvent sur l'agenda pour les masses des travailleurs, nous avons interviewé quelques-uns de leurs principaux dirigeants: Jaime Solares, Secrétaire Exécutif de la Centrale Ouvrière bolivienne (COB), Felipe Quispe, le "Mallku", Secrétaire Exécutif de la Centrale Syndicale Unique de Travailleurs Paysans de la Bolivie, et Roberto de la Cruz, membre de la direction de la Centrale Ouvrière Régionale de El Alto (COR). Il n'a pas été possible d'obtenir un interview avec Evo Morales, étant donné qu'il était en voyage à ce moment, mais ses positions à propos de ces thèmes sont très connues publiquement.

Nous avons posé les mêmes questions à tous. Le camarade Felipe Quispe nous a donné une réponse très ample, dont nous ne publions qu'un extrait, pour des raisons d'espace.

JAIME SOLARES, Secrétaire exécutif de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB).

Beaucoup de gens considèrent que la lutte insurrectionnelle qui a destitué Sanchez de Lozada a été une surprise. Elle vous a surpris ou vous vous y attendiez ?

JS.- Non, mais depuis 1985 nous devons voir clairement que le peuple était en train de supporter quelque chose qui a éclaté en octobre. Ici, il n'y a aucune surprise, le mécontentement du peuple s'opposait à toute cette mafia organisée qui a pris le pouvoir en 1985 et qui a fait beaucoup de mal à l'économie et surtout au capital humain. Voilà ce qui a provoqué la grande insurrection populaire.

Les travailleurs auraient-ils pu prendre le pouvoir en octobre, oui ou non ?

JS.- Je dirais qu'il est encore trop tôt, étant donné que nous ne disposions pas encore de l'instrument. Maintenant, à partir de maintenant, il faut construire un instrument politique pour que le gouvernement ouvrier et paysan prenne le pouvoir et que ce soit en faveur de toute la population bolivienne.

Quelles sont les tâches à l'ordre du jour à partir de maintenant pour les travailleurs de la campagne et des villes ?

JS.- Il faut faire des assemblées, de grandes réunions populaires dans la campagne et dans les villes, dans tous les secteurs, afin qu'au moment où il y a la consigne de grève indéfinie avec blocage nationale des routes, la population donne suite de façon stricte à cette situation pour renverser ces malfaiteurs qui continuent à dévaliser le pays.

FELIPE QUISPE, le "Mallku", Secrétaire exécutif de la Centrale Syndicale Unique des Travailleurs de la Campagne de Bolivie (CESUTCB)

FQ.- A mon avis, cela était prévu. Moi j'ai commencé à penser à la manière de prolonger la grève de la faim, de mettre en place des blocages de routes, de couper le transport des produits agricoles, et de fermer les foires communales, en attendant alors qu'ils commettent une erreur...

FQ.- Si Gonzalo Sánchez de Lozada n'avait pas démissionné, je suis certain que nous aurions pris le pouvoir. Mais où nous nous sommes trompés ? Nous ne sommes pas parvenus à nous entendre avec le camarade Jaime Solares. Roberto de la Cruz et d'autres étaient en train de bloquer les routes eux tout seul ; ils voulaient faire bonne figure en disant : moi je suis l'unique. Ils ne pensaient pas aux gens. Quant à nous, nous avons déjà les ouvriers, les syndicalistes, les chauffeurs de l'Altiplano, tous des indigènes qui travaillent dans les conditions les plus durs, avec une initiative propre qui vibre, qui s'emballe sous chaque poncho de nos frères.

FQ.- Et surtout, nous avons sous contrôle le mouvement indigène parce que la Confédération Syndicale Unique des Travailleurs de la Campagne de Bolivie (CSUTCB) a développé un travail politique et idéologique dans la nation Aymara, dans la nation indigène. Nous sommes donc en train de préparer stratégiquement les cadres politiques et syndicaux, mais je ne vais pas révéler de quelle façon nous le faisons, pour des raisons de sécurité... Nous devons commencer à nous unir avec les indigènes qui travaillent dans les mines et les dans usines car ici, ce n'est pas comme en Europe où le

patron est aussi gringo ; ici, le patron est blanc ou métisse, mais le travailleur est indien. Je pense qu'avec cette perspective en vue, nous devons niveler les aspérités, nous devons unifier le programme, ce que nous pensons, ce que pensent les ouvriers. Ainsi, c'est tout un processus d'organiser nos frères de la campagne et des villes.

La Centrale Ouvrière Bolivienne était un cadavre en marche, sur le point d'être enterré, mais les révolutions de septembre et d'octobre lui ont insufflé une nouvelle vie. Je pense que nous sommes devenus plus forts, mais il faut continuer à se fortifier, à se structurer et cela doit mener à un congrès organique où il faut réviser aussi les thèses qu'on a depuis 1945, des thèses qui ne sont plus d'actualité.

ROBERTO DE LA CRUZ, membre de la direction de la Centrale Ouvrière Régionale de El Alto (COR)

RC.- A mon avis, il faut être réaliste, cela a été une surprise, non pas une surprise qui tombe du ciel mais une surprise parce ce n'était pas préparé. Rien n'avait été préparé pour expulser Goni, mais on s'était préparé pour imposer que le gaz soit récupéré et industrialisé en Bolivie. Roberto de la Cruz a commencé avec cet objectif le 2 septembre, et cela a grandi comme une boule de neige et a éclaté, jusqu'à expulser Sánchez de Lozada.

RC.- Il y avait un risque d'intervention des Etats-Unis, il n'y avait pas de préparation structurelle définissant qui allait faire telle chose ou telle autre pour prendre le pouvoir. Mais maintenant, oui, maintenant nous sommes préparés.

RC.- D'abord consolider les réunions populaires à la campagne et dans les villes pour une prochaine rébellion populaire qui va être de grande envergure. Mais pour prendre le pouvoir, expulser tous les partis néolibéraux, fermer le parlement et entrer au palais du gouvernement.

L'opinion du MST (Mouvement Socialiste des Travailleurs) de Bolivie

La révolution bolivienne en cours pose, comme il fallait s'y attendre, une série de problèmes sur des aspects clés du procès. Nous considérons que, pour le moment, il y a trois thèmes qui se mettent en évidence à partir du bilan et des perspectives de l'insurrection d'octobre. Ils sont en relation avec les caractérisations que les principales directions faisaient de la situation nationale avant octobre et des tâches qui étaient à l'ordre du jour pour le mouvement ouvrier et populaire concernant le gouvernement de Sánchez de Lozada. Il s'agissait de savoir si l'insurrection qui a renversé Goni, en

octobre, aurait pu culminer dans la prise du pouvoir par les travailleurs, oui ou non, de savoir quel était le caractère de la situation après la chute du gouvernement, et finalement d'en déduire les tâches pour les masses ouvrières, paysannes et populaires par la suite.



Par rapport au premier point, pour être réaliste comme dit un de nos interviewés, nous ne trouvons pas un seul document ou déclaration publique des principaux dirigeants, qui aurait soutenu que le processus ouvert dans le pays (que ce soit depuis l'an 2000, ou depuis l'insurrection de février de cette année, un processus d'offensive des masses ouvrières contre les plans néolibéraux et les gouvernements successifs) avait posé la possibilité réelle de mettre un terme au gouvernement de Goni, c'est-à-dire qu'il avait mis à l'ordre du jour le problème du pouvoir comme une question immédiate. Toutes les directions ont plutôt combattu ces positions en les qualifiant d'exagérées et la majorité d'elles ont placé les tâches du mouvement ouvrier et populaire dans un cadre défensif, face à une supposée position de force du gouvernement. Un exemple important par rapport à ceci est constitué par les thèses approuvées par le XIII Congrès de la COB, à deux mois de l'insurrection, qui résumait les positions de la majorité des directions groupées dans le Bloc soi-disant Antinéolibéral (PC, MAS, etc.) qui a assumé la direction de la COB, avec à la tête Jaime Solares, dirigeant minier. Dans ces thèses, étant donné leur caractère éclectique, nous ne trouvons pas

une caractérisation cohérente de la situation ni des tâches concrètes qui étaient déjà à l'ordre du jour concernant l'attitude à adopter face au gouvernement de Goni. Il en est ainsi parce que les courants majoritaires qui ont dirigé le Congrès n'ont pas admis des positions alternatives qui reflétaient beaucoup mieux la réalité ; ils ont choisi d'émettre un document de consensus qui n'a pas correctement armé les gens pour cet événement. Ce n'est pas par hasard que le document politique approuvé est intitulé: "Récupération et Renforcement de la COB", une formule qui exprime une tâche d'organisation, défensive, et non la lutte politique pour le pouvoir des travailleurs qui impliquait le combat pour renverser le gouvernement qui était déjà en crise. Dans ce document, on indique comme caractérisation que: "...en Bolivie le niveau de la lutte de classes s'est élevé de façon notoire dans les derniers temps, quelque chose qui a commencé avec la lutte contre la loi du Service National de Réforme Agraire, la loi des pensions et le massacre de Noël en 1996, et qui a eu son prolongement puissante en avril - septembre - octobre 2000. Les mobilisations d'avril - mai, et de juillet et décembre 2001, ainsi que la lutte de janvier et de février de 2002 (...) y compris les mouvements de résistance à la politique d'oppression du régime, se manifestent avec une plus grande clarté dans ce qui est arrivé les 12 et 13 février de l'année en cours, le soulèvement populaire cherche à renverser la politique de soumission à l'impérialisme de notre pays." On parle de résistance aux politiques néo-libérales, mais on ne dit pas que le cours de ces luttes a provoqué un changement dans le rapport de forces entre les classes, ce qui a placé les masses des travailleurs à l'offensive, reléguant à l'histoire l'étape de défaite dans laquelle on a imposé ce qu'on appelle le néo-libéralisme. Position offensive qui, au milieu de l'échec de ces plans, a mis à l'ordre du jour la lutte pour le pouvoir des travailleurs et, dans ce cadre, la chute du gouvernement de Sánchez de Losada. C'est ainsi que la politique la plus progressiste que l'on trouve est "l'appel au peuple travailleur bolivien à s'organiser pour la lutte immédiate contre le gouvernement néo-libéral et l'impérialisme, pour éviter que s'endette notre pays pour encore cinq millions de dollars que nos générations présentes et futures devront payer, uniquement pour financer les chefs d'entreprise privés". On parle d'une lutte immédiate contre le gouvernement (tâche qui est toujours présente contre tout gouvernement bourgeois), mais on ne parle pas d'une lutte immédiate pour mettre un terme au gouvernement de Goni, par la grève générale insurrectionnelle, et de disputer le pouvoir. Le MAS d'Evo Morales, bien qu'il soit apparu comme seconde force politique du pays, comme produit de la montée révolutionnaire, n'a pas tiré comme conclusion de cette situation la

lutte pour le pouvoir des travailleurs, mais "la défense du régime démocratique" et le soutien au gouvernement de Sánchez de Lozada jusqu'en 2007, dans le cadre d'une politique électorale pour arriver à être au gouvernement par cette voie.

Toutefois, dans ce Congrès on a mis en discussion une position minoritaire avancée par le Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST) qui soutenait ce qui est indiqué quelques lignes plus haut, dans le sens que dans le pays une étape révolutionnaire s'était ouverte et avait posé le problème du pouvoir et, qu'après février, alors que les masses avaient mis en échec le coup des impôts et le gouvernement de Goni, la tâche immédiate était la lutte pour renverser ce gouvernement, en plaçant comme mot d'ordre central pour les masses : A bas Goni et le FMI ! La direction majoritaire a simplement rejeté cette position, considérant qu'elle était incorrecte. Cet événement important qui a signifié un saut dans la réorganisation de la COB n'a regrettamment pas pu prévoir ce qui allait se passer dans le pays, ni par conséquent, les tâches que les travailleurs devaient assumer, et cela à cause de l'erreur des positions de la majorité. C'est pourquoi nous avons considéré la convocation à la grève générale indéfinie pour la démission de Goni comme une mesure qui n'était pas préparée, comme une mésaventure de la direction de la COB, étant donné que cela ne correspondait pas avec ce qui avait été voté dans le Congrès. C'est la pression des événements qui a obligé la direction de la COB à assumer ce qu'ils avaient rejeté dans le Congrès. C'est pourquoi, bien qu'improvisées, cette mesure et cette consigne se sont avérées correctes et adaptées aux nécessités immédiates des masses ; il en a été ainsi, au point qu'elles ont été assumées par la majorité ouvrière, paysanne et populaire, qui a fini par renverser le gouvernement. Ceci est donc arrivé, non parce qu'on avait prévu de procéder ainsi, mais parce que les conditions sociales et politiques du pays étaient mûres pour concrétiser ces mesures. Voilà pourquoi la révolution en cours est en route, non parce que les directions ont proposé la tâche, mais parce que la situation réelle du pays et des masses pousse objectivement à cette issue.

Par rapport à cette première discussion apparaît donc l'autre, à savoir si les masses des travailleurs en insurrection pouvaient ou ne pouvaient pas prendre le pouvoir en octobre. La réponse que donnent la plupart des directions est qu'ils ne pouvaient pas le faire. La direction de la COB dirigée par le camarade Jaime Solares - en polémique avec nous dans les dernières réunions élargies de cet organisme les 17 et 18 octobre, le jour où Goni tombe et le jour suivant, et durant lesquels on discute sur la possibilité de continuer ou non la lutte - a soutenu que "on ne pouvait pas prendre le

pouvoir parce qu'on n'avait pas d'armes ni de parti révolutionnaire". Cette manière de poser la question avec une apparence tout à fait ferme, dissimulait toutefois la faiblesse centrale à cause de laquelle les masses des travailleurs n'ont pas pris le pouvoir en octobre. Ils n'ont pas pu le faire, non par manque d'organisation puisqu'ils avaient produit un organisme de double pouvoir comme la COB, et pas non plus par manque de combativité puisqu'elles avaient démontré largement cette combativité, mais fondamentalement parce que la totalité des directions n'ont pas considéré cette tâche. Et elles ne l'ont pas considérée, non seulement parce qu'elles n'avaient pas prévu que le gouvernement pouvait tomber, moins encore que le pouvoir était dans l'agenda des travailleurs comme tâche immédiate, mais parce qu'ils ont dit consciemment aux masses en lutte, quand la grève générale mettait ce problème clé à l'ordre du jour, que si Goni tombait, il devait être remplacé par un gouvernement bourgeois dans le cadre de la Constitution Politique de l'État. C'est-à-dire qu'au gouvernement de Goni devait succéder un autre gouvernement bourgeois, à travers une succession constitutionnelle. Cette issue a été constamment répétée par les principaux dirigeants pendant les semaines de combat, en particulier par Jaime Solares et Evo Morales. Le dirigeant de la COB a soutenu dans des déclarations à la radio et à la télévision que le successeur de Sánchez de Lozada devait être le président de la Cour Suprême de Justice.

Si cela était la politique des principales directions, le problème de l'armement tout comme celui de la direction révolutionnaire n'était pas pour eux, la préoccupation centrale. On ne devait pas se soucier de ces tâches si le fait était qu'il fallait changer le gouvernement de Goni par un autre gouvernement bourgeois, par le mécanisme constitutionnel pacifique.

Quant au sujet de l'armement, il n'est pas vrai que les masses ne s'étaient pas armées ; ils l'ont fait avec ce qu'ils avaient sous la main, les mineurs avec beaucoup de dynamite, les paysans avec de vieux fusils mauser, des bâtons et des pierres. En outre, dans piquets se sont organisés dans le processus pour prendre les casernes, surtout les piquets de El Alto où nombreux jeunes réservistes de l'armée s'étaient organisés dans ce but. Autrement dit, le problème de l'armement était en cours d'être résolu, il y a même eu d'importants débuts d'insubordination dans l'armée et de confraternisation d'éléments de la police ; il manquait seulement une politique de la direction qui aurait pu appeler à les concrétiser. Ce processus n'a pas été promu, dû au fait que la politique des directions centrait l'issue non dans la prise du pouvoir par les travailleurs en lutte organisés par la COB et ses bases, mais dans le transfert du pouvoir à la bourgeoisie. C'est donc par cette politique

que l'insurrection victorieuse qui renverse le gouvernement, finit par livrer le pouvoir au gouvernement bourgeois de Carlos Mesa. En ce sens, oui, il est évident qu'il n'y a pas eu une direction révolutionnaire avec influence de masses qui proposait cette tâche. Mais, comme cela figure dans nos publications diffusées en pleine grève, publiées dans cette édition², et dans les discussions que nous avons soutenu avec la direction lors des réunions élargies de la COB, à partir de notre situation minoritaire, nous avons dit que la politique des directions dans le sens de la succession constitutionnelle n'était pas correcte, mais que la tâche immédiate était d'organiser la prise du pouvoir par la COB, celle-ci étant constituée comme organisme centralisateur et unificateur des masses avec la capacité de disputer le pouvoir à la bourgeoisie. La prise du pouvoir par la COB était à l'ordre du jour. La mobilisation révolutionnaire sans précédent, selon la totalité des analystes, la plus décisive depuis plus de cinquante ans, qui a réuni dans les rues de La Paz plus de deux cent de mille travailleurs de la campagne et de la ville disposés à prendre Palais du Gouvernement, aurait pu le faire si la politique des directions avait été celle-là. Nous croyons qu'on a perdu une autre grande occasion après les luttes de 1952, 1971 et 1985.

Enfin, on en arrive à la troisième discussion, aussi importante ou même plus importante que les précédentes, c'est-à-dire la question de la perspective ouverte après la chute de Goni et des tâches centrales qu'ont devant eux les travailleurs de la campagne et de la ville. Par rapport à ce sujet, à en juger par les interviews ici publiées, les tâches sont de fortifier le mouvement de masses pour "renverser les bandits qui continuent à nous voler", selon l'expression du plus haut dirigeant de la COB. Toutefois, on ne peut que regretter que, dans la pratique, la trêve accordée au gouvernement ne correspond pas à cette orientation. Cette trêve est en train de permettre au gouvernement de Carlos Mesa de préparer une contre-offensive contre les masses à travers ce que nous appelons la politique de réaction démocratique, par l'intermédiaire de l'Assemblée Constituante. Plus encore, dans des meetings et des rassemblements publics comme celui effectué récemment par la fédération des travailleurs industriels de La Paz, ce sont les mêmes dirigeants mentionnés qui ont proposé de continuer avec ce genre de réunions, mais finalement pour aboutir à la Constituante. La direction du MAS, d'Evo Morales, maintient depuis octobre comme axe de sa politique "la défense de la démocratie" et, outre cela, celle de soutenir maintenant le nouveau gouvernement comme avant celui de Goni, jusqu'à la fin de son mandat en 2007. Dans ce cadre il a fait de la participation à l'assemblée

² Il s'agit de l'édition en espagnol. Ces textes n'ont pas été repris dans l'édition en français.

constituante l'axe central de sa politique. Parmi beaucoup de déclarations nous citons une des plus récentes, publiée dans le journal *La Prensa* de La Paz, dans laquelle en réponse à une déclaration du fugitif Sánchez de Lozada, il soutient que: "... avec la majorité des secteurs en Bolivie, nous proposons de reconstituer le pays en tenant compte des demandes faites pendant les protestations d'octobre passé, entre lesquelles il faut souligner la modification du processus par lequel nous exploitons nos ressources naturelles (en incluant les hydrocarbures) pour qu'ils profitent ainsi à tous les boliviens et non uniquement aux transnationales et aux classes aisées; il faut convoquer à une assemblée constitutionnelle pour construire un nouvel accord social plus ample... ". Autrement dit, les principales directions après la chute du gouvernement du Goni - bien que quelques unes d'entre elles indiquent que dans le futur la question du pouvoir sera à l'ordre du jour- se sont proposées essentiellement de mener le processus vers l'issue démocratique bourgeoise avancée par le gouvernement.

De notre côté, nous croyons qu'avec la chute du gouvernement de Sánchez de Lozada une nouvelle phase de la révolution s'est ouverte, la phase dans laquelle il s'agit de lutter pour organiser la prise du pouvoir des travailleurs, à travers leur organisme de double pouvoir qui est aujourd'hui la COB. La tâche centrale n'est pas de se préparer pour participer à la Constituante, mais de fortifier la COB et ses organisations de base comme organe de pouvoir alternatif à la Constituante. Opposer la COB, ancrée dans la mobilisation des bases, à la Constituante bourgeoise. Cela veut dire construire le pouvoir ouvrier, paysan et populaire qui dans la période ouverte



dispute le pouvoir à la bourgeoisie, en donnant une issue ouvrière et socialiste au pays. En ce sens, nous considérons qu'une tâche qui promeut ce renforcement des organes de pouvoir est la nécessité de réaliser un nouveau Congrès de la COB qui examine à la lumière de l'expérience de l'insurrection d'octobre, les nouvelles tâches en cours. Et dans ce combat, construire la direction révolutionnaire qui conduira les masses à la victoire.

La gauche latino-américaine et la révolution bolivienne : Aprofondir la "démocratie" ou lutter pour le pouvoir ?

Alicia Sagra

Membre de la direction nationale du FOS
(Frente Obrero Socialista - la section argentine de la LIT-QI)

Apparemment, une nouvelle norme domine dans la plupart de la gauche latino-américaine: dans la mesure où les actions révolutionnaires des masses deviennent plus profondes, elle se soucie davantage de proposer des issues à l'intérieur du régime démocratique bourgeois. Et, dans ce cadre, l'Assemblée Constituante apparaît comme la proposition préférée.

C'est ce qui s'est passé en Argentine en 2001-2002 et c'est ce qui est en train de se passer aujourd'hui en Bolivie, où la proposition d'Assemblée Constituante unifie des secteurs les plus divers. C'est la proposition centrale des secteurs "progressistes" comme les dirigeants de l'APDH³, qui affichent, en passant, un soutien à peine déguisé au gouvernement de Carlos Mesa: *"L'Assemblée Constituante est une issue incontournable pour remettre le pays sur les rails... La mentalité, les antécédents, la conviction démocratique de Carlos Mesa sont différents de ceux de Sánchez de Lozada. Il s'agit non seulement d'une autre génération : nous sommes devant une autre manière de concevoir la politique à partir d'une perspective plus démocratique"*.⁴ On peut dire la même chose de la position du MAS d'Evo Morales, qui utilise consciemment l'appel à la Constituante comme façon de démonter la révolution et de sauver l'ordre bourgeois menacé par les exigences des masses *"Non aux délais ni aux demandes impatientes. On doit respecter la démocratie, on ne peut pas bouleverser le pays quand on en a l'envie... Il ne s'agit pas d'exiger, il faut respecter la société bolivienne et la Constitution Politique de l'État jusqu'à la réalisation de l'Assemblée Constituante"*.⁵

Cet approche n'est pas réservée à la gauche réformatrice : elle est aussi assumée par la gauche qui se revendique révolutionnaire. Ainsi la LOR⁶ dit

³ Assemblée Permanente des Droits de l'Homme

⁴ Entrevue à Sacha Llorenti, vice-président de l'Assemblée Permanente des Droits de l'Homme de la Bolivie, publiée en *Rebelión*.

⁵ Déclarations de Román Loayza, dirigeant du MAS (El Diario, 30-10-03)

⁶ Ligue Ouvrière Révolutionnaire, petite organisation bolivienne en rapport avec le PTS de l'Argentine.

qu'étant donné que la majorité des travailleurs "*ne partage pas encore la conviction de la prise révolutionnaire du pouvoir par des travailleurs et des paysans*"... la tâche est "*d'imposer une Assemblée Constituante véritablement libre et souveraine*" qu'ils appellent *révolutionnaire* parce que, selon eux, étant imposée par la mobilisation, "*elle ne se réaliserait pas dans les limites du régime réactionnaire actuel*" (?)⁷.

Une telle attitude est semblable à celle du MES⁸ au Brésil. L'UIT⁹ de son côté propose qu'on forme un gouvernement d'urgence de la COB pour convoquer à une Assemblée Constituante¹⁰. De l'une ou l'autre manière, tous coïncident donc sur le fait que la convocation à l'Assemblée Constituante est la tâche centrale des masses boliviennes insurgées.

Les consignes démocratiques dans les processus révolutionnaires

La consigne d'Assemblée Constituante, pourvu qu'elle soit liée à des revendications concrètes (terre, libertés démocratiques, etc.), peut jouer un rôle important et mobilisateur quand il s'agit d'obtenir l'unité de la classe ouvrière avec des secteurs non ouvriers. Mais elle est en même temps l'une des armes les plus puissantes dont dispose la réaction pour démonter des processus révolutionnaires. En ce sens, nous coïncidons totalement avec Nahuel Moreno quand il clarifie (en défendant le rôle mobilisateur important de cette consigne) que "*toute tentative, dans une étape révolutionnaire, de placer la consigne d'Assemblée Constituante comme essentielle, est une trahison directe à la politique trotskiste, qui n'a pas comme but de faire une révolution démocratique, mais une révolution qui mène la classe ouvrière au pouvoir*"¹¹. Avant lui déjà, Trotski a mis clairement en avant, en 1928 (après la défaite de la seconde révolution chinoise), dans quelle étape de la lutte de

⁷ Lucha Obrera, supplément spécial N° 3.

⁸ Organisation de laquelle fait partie Luciana Genro, parlementaire du groupe des "radicaux" du PT.

⁹ Organisation internationale dont font partie le MST de l'Argentine et la CST du Brésil.

¹⁰ "Il faut soutenir le peuple bolivien pour qu'il finisse par renverser le gouvernement de Sánchez Losada et impose un gouvernement d'urgence de la COB, la COR, la Fédération Paysanne, les Assemblées de Quartier, le MAS et d'autres organisations en lutte. C'est le centre de la bataille aujourd'hui en Bolivie. Dans ce cadre nous appelons à la solidarité totale avec le peuple bolivien pour imposer la non-exportation du gaz aux Etats-Unis, la re-nationalisation du gaz et du pétrole et la convocation à une Assemblée Constituante Libre et Souveraine qui débat et résout la réorganisation de la Bolivie au service du peuple travailleur et des paysans." Déclaration de la UIT - octobre 2003

¹¹ Actualisation du Programme de Transition, Thèse XXVII.

classes l'Assemblée Constituante peut être la consigne centrale et dans quelle étape elle ne l'est pas : *"en ce moment, en Chine, la consigne des soviets n'a d'autre valeur que celle d'ouvrir une perspective, et dans ce sens elle a un caractère de propagande. Il serait absurde d'opposer les soviets, qui seront la consigne de la troisième révolution chinoise, à l'Assemblée Nationale (ou Assemblée Constituante), la consigne qui provient de la défaite de la seconde révolution chinoise..."*.¹²

Ces positions de Trotski et de Moreno, ne sont pas seulement des hypothèses spéculatives. Au contraire, il y a des expériences tragiques qui les confirment. La plus importante a été la révolution allemande de 1918-19, qui a été démontée au moyen de l'Assemblée Constituante. Dans son intervention devant le Conseil des Travailleurs et des Soldats, Ernest Däumig¹³ a manifesté: *"Camarades: il y a peu de temps, quand le camarade Cohen, de manière tellement ardente, a défendu l'Assemblée Nationale Constituante et a pris position en faveur de fixer une date proche pour sa convocation, vous avez applaudi, en partie, avec enthousiasme. Mais avec cela vous avez déclaré indubitablement votre propre sentence de mort"*. La défaite de la révolution et l'assassinat de ses principaux dirigeants, comme Rosa Luxemburgo et Karl Liebknecht, ont confirmé tragiquement les paroles de ce révolutionnaire allemand.

Le piège de la Constituante est beaucoup plus dangereux en Bolivie qu'en Argentine.

Ce plus grand danger est dû à deux facteurs. Le premier concerne le fait, même s'il n'est pas encore totalement établi, qu'il y aurait un accord entre l'impérialisme et la bourgeoisie bolivienne pour démonter la révolution à partir d'un processus électoral, dont la convocation à une Assemblée Constituante serait une variante en discussion. C'est-à-dire que la proposition de presque toute la gauche peut en arriver à coïncider avec l'arme avec laquelle le gouvernement et l'impérialisme essayent de désactiver la révolution.

L'autre élément concerne le fait que, contrairement à ce qui se passe en Argentine, il existe en Bolivie des secteurs du mouvement de masses qui

¹² Trotski, Staline, le grand organisateur de défaites (souligné par nous).

¹³ Dirigeant de l'aile gauche du Parti Social-démocrate Indépendant (USPD), qui défendait une république des Conseils de Travailleurs et de Soldats et s'opposait à l'Assemblée Constituante (défendue par le Parti Social-démocrate qui était au gouvernement). L'USPD était dirigé par Kautsky, qui défendait un système mixte où coexisteraient les Conseils (soviets) et l'Assemblée Constituante. Cette conception a été durement combattue par Lénine.

voient avec espoir la convocation à une Constituante. Il en est ainsi spécialement dans des secteurs paysans, pour la plupart quechuas, aymaras et d'autres peuples natifs, qui associent la Constituante à la solution pour leurs revendications comme nations opprimées. Ils tombent dans l'illusion de croire que, comme ils sont la majorité en Bolivie, ils seraient aussi la majorité dans une Assemblée Constituante choisie au suffrage universel.

Il s'agit d'une situation semblable à celle de la Russie en 1917. Dans ce pays, pendant tout le processus de lutte contre le tsarisme, la consigne d'Assemblée Constituante occupait une place centrale pour les bolcheviques. Mais à partir de la défaite du tsarisme, les bolcheviques ont orienté leur politique vers le pouvoir ouvrier. Toutefois, par le fait que la Russie n'avait jamais été une république, il y avait de grandes illusions sur la démocratie bourgeoise et dans ce qui pourrait être obtenu avec l'Assemblée Constituante.

Malgré cela, les bolcheviques **n'ont pas appelé** à *imposer une Assemblée Constituante 'révolutionnaire'* pour aider des travailleurs et des paysans à se convaincre qu'ils doivent prendre le pouvoir. Au contraire, ils ont éliminé la Constituante de leur agitation centrale, dont l'axe a été de convaincre les masses russes que la seule manière d'obtenir *paix, pain et terre* était avec le pouvoir des soviets. A partir de ce moment, ils ont fait face aux illusions démocratiques des masses, avec la tactique de dire que le gouvernement des soviets était aussi le seul qui pourrait garantir une véritable Constituante. Le grand objectif des bolcheviques était de convaincre les masses que leurs organismes étaient les Soviets et non la Constituante.

Cet objectif a été accompli. Les bolcheviques, à la direction des soviets, ont pris le pouvoir. Ils ont convoqué à des élections pour la Constituante et, comme on pouvait s'y attendre, s'agissant d'une institution bourgeoise choisie par suffrage universel, les révolutionnaires y sont restés en minorité. Dans la première session de l'Assemblée, les bolcheviques ont proposé qu'on reconnaisse le pouvoir des soviets, ce qui a été rejeté par la majorité pro-bourgeoise. Ils ont ainsi montré aux travailleurs et aux paysans, organisés dans les soviets, que l'Assemblée Constituante était un organisme qui leur était opposé et ils ont pu la dissoudre sans grandes contradictions.

Tout comme en Russie de 1917, ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui en Bolivie n'est pas l'approfondissement de la "démocratie" mais la lutte pour le pouvoir. C'est pourquoi la Constituante ne peut pas être la grande tâche à proposer. La grande tâche, comme le disait Lenine en avril 1917, est d'expliquer patiemment que le nouveau gouvernement ne résoudra aucun des problèmes des travailleurs boliviens ni des peuples natifs, qu'il est donc

nécessaire que la COB (en y intégrant la CSUTCB, les Assemblées de Quartier et d'autres organismes) prenne le pouvoir pour garantir le gaz, la terre et le travail, en construisant un état ouvrier, plurinational et multiethnique, qui intègre l'ensemble des peuples natifs.

Des propositions concrètes ou des formules abstraites de pouvoir ?

La proposition selon laquelle la COB doit prendre le pouvoir est l'autre grande polémique qui existe au sein de la gauche bolivienne et internationale. Un des arguments pour mettre en question cette politique est que la COB ne serait pas un soviet mais un syndicat.

Il est vrai que la COB n'est pas un soviet, la différence la plus importante avec les soviets russes de 1905 et de 1917 étant que la direction de ces derniers pouvait être révoquée à tout moment par les délégués (qui à leur tour étaient révocables par leurs bases). Par contre, la direction de la COB peut seulement être changée (normalement) dans un congrès tous les 4 ans et les délégués aux sessions élargies de la COB sont les dirigeants des confédérations, des fédérations et de quelques syndicats. Il n'existe pas de représentation directe de la base, sauf dans les congrès. Mais la COB n'est pas non plus seulement un syndicat. Il n'est pas habituel pour des syndicats qu'y soient représentés (ensemble avec le mouvement ouvrier) les paysans, les vendeurs itinérants, les étudiants, les auteurs, les artistes, les aveugles... Tous font partie de la COB. De plus, le caractère spécial de la COB n'est pas donné seulement par sa composition, mais aussi par le rôle qu'elle a toujours joué aux moments cruciaux de la révolution (en 1952, 1971, 1985 et dans l'actuel processus). Dans tous ces processus, il a existé non seulement le double pouvoir exercé par la mobilisation, comme cela se passe dans toute révolution, mais ce double pouvoir a été institutionnalisé dans la COB qui agissait (avec plus ou moins de force) comme direction et organisatrice de toutes les forces en lutte.

Toutefois, l'argument le plus utilisé par les forces qui refusent d'exiger que la COB prenne le pouvoir est le caractère bureaucratique de sa direction. A partir de cela, on confond l'organisme avec la direction et on formule des propositions abstraites de pouvoir. L'exemple le plus éloquent de ce que nous disons est le POR-Lora qui, dans chaque manifestation révolutionnaire avance la formule vide de "dictature du prolétariat", sans dire quels sont les organismes de classe qui doivent exercer cette dictature.

Trotsky se réfère à ce problème quand il dit: *"Opposer purement et simplement la consigne de la Dictature du Prolétariat aux objectifs historiquement conditionnés, qui propulsent actuellement les masses vers le*

chemin de l'insurrection, signifierait remplacer la compréhension marxiste de la révolution sociale par la compréhension bakuniniste ; ce serait le meilleur moyen de perdre la révolution... Pour que la formule théorique bien comprise se transforme en fait historique vif, il faut faire passer cette formule par la conscience des masses, sur la base de l'expérience, les nécessités et les exigences de ces dernières."¹⁴

Voilà pourquoi, contrairement au POR-Lora, quand Marx, Lénine, et Trotsky parlaient de la dictature du prolétariat comme consigne pour l'action des grandes masses, ils l'incorporaient toujours dans des organismes concrets : la Commune de Paris, les soviets, les comités d'usine et les syndicats.

Mais le POR n'est pas la seule organisation qui fait appel à des formules abstraites de pouvoir. La LOR fait de même quand elle propose qu'une "Coordination Nationale de Lutte", un organisme qui n'existe que dans sa tête, soit l'organisme qui doit disputer le pouvoir à la bourgeoisie.¹⁵

En réalité, à partir d'un rejet correct de la bureaucratie, ces organisations finissent par faire le jeu des bureaucrates qu'ils haïssent tant, et qui, depuis plus de 50 ans, avec des arguments différents (un coup d'état impérialiste s'annonce, il n'y a pas d'armes, nous n'avons pas de parti) refusent de prendre le pouvoir. Comme disait déjà notre parti bolivien en 1984 : *"la question n'est pas que la COB ne puisse pas être le gouvernement parce qu'il n'y a pas une corrélation de forces favorables, ou parce que nous n'avons pas d'armes, ou parce que l'Armée est très bien équipée. Toute l'essence se trouve dans le rôle que jouent les directions reconnues par les masses. Voilà pourquoi, une fois de plus, l'appel aux directions de la COB pour qu'ils assument la tâche de la lutte pour le pouvoir, ou qu'ils cèdent la place à une nouvelle direction révolutionnaire."*¹⁶

Cette politique de 1984, basée celle de Lénine en 1917 avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, conserve aujourd'hui toute son actualité. Comme le dit le MST bolivien, pour faire avancer les masses sur le chemin du pouvoir, il est nécessaire d'exiger que la direction de la COB ainsi qu'Evo Morales et le Mallku rompent avec la trêve, c'est-à-dire rompent avec la bourgeoisie et le gouvernement de Carlos Mesa et assument la tâche de préparer le pouvoir des travailleurs de la campagne et de la ville.

¹⁴ Trotsky, La révolution espagnole : Le programme de la révolution

¹⁵ Lucha Obrera, supplément spécial N° 3.

¹⁶ La COB debe ser gobierno (La COB doit être gouvernement), éditions Trinchera Socialista, février 1984.

Ceci est histoire

Sur le point de prendre le pouvoir depuis 50 ans

Alicia Sagra

Membre de la direction nationale du FOS
(Frente Obrero Socialista - la section argentine de la LIT-QI)



Il y a plus de 50 ans qu'en Bolivie se répète, avec des variations, la même histoire. D'un côté le mouvement de masses, avec la classe ouvrière à la tête, s'engage à fond, y verse le sang, la vie, déstabilise et dans certains cas détruit le régime bourgeois. Il apparaît des organismes alternatifs qui ont pratiquement le pouvoir en main et à la fin, par la responsabilité des directions qui finissent par donner le soutien à un certain secteur patronal, tout échoue et on en revient à davantage de faim et de misère, souvent accompagnés de massacres cruels. Pourrons-nous éviter qu'une fois encore l'histoire se répète ?

1952 : Quand le trotskisme aurait pu diriger la prise du pouvoir.

Une série d'éléments se sont combinés pour aboutir en 1952, en Bolivie, à ce qui a existé de plus semblable à la révolution russe de 1917. Les travailleurs miniers se trouvent à la tête d'une insurrection qui met en échec et désarme l'armée, ils créent leur propre milice et un pouvoir ouvrier alternatif, ils imposent la nationalisation des mines, le suffrage universel, la réforme

agraire, et ils le font en défendant un programme révolutionnaire (les Thèses de Pulacayo) qui pose la question de la prise du pouvoir par les travailleurs.

La Bolivie est un exemple vivant du développement inégal et combiné et confirme l'affirmation de Trotsky selon laquelle cette loi "*ne se révèle nulle part avec autant d'évidence et de complexité que dans le cas du destin des pays arriérés. Frappés par le fouet des nécessités matérielles, les pays arriérés se voient obligés d'avancer par sauts*"¹⁷. C'est ainsi que ce pays, fondamentalement agraire, entre au XX^{ème} siècle avec des relations semi-féodales à la campagne, où sa population (majoritairement quechua et aymara) est dépossédée de tout droit civique et maintient une relation de servitude avec les propriétaires des grandes fermes. Mais en même temps, une exploitation minière étendue donne naissance, d'un côté à une forte oligarchie minière (les Patiño, Hottschild, Aramayo) qui se compte parmi les fortunes les plus grandes du monde, et d'autre part, à un puissant prolétariat mineur qui se trouve parmi les plus combatifs de la planète.

Au milieu de ces contradictions et de régimes libéraux de suffrage restreint, combinés avec des dictatures brutales, le mouvement ouvrier saute des étapes. Il ne passe pas par la première ni par la seconde internationale. La tentative stalinienne n'a pas non plus de succès, ce qui permet que le mouvement minier avance dans son organisation, très influencée par les trotskystes.

D'autre part, l'extrême pauvreté de l'économie bolivienne fait échouer la tentative d'obtenir un gouvernement bonapartiste, qui s'appuie sur le mouvement ouvrier pour résister à la pression yankee. La situation économique déplorable, empêche d'avoir une politique de grandes concessions, comme cela s'est passé en Argentine avec Perón, ce qui provoque un développement colossal de l'influence trotskyste et ouvre les portes à la révolution ouvrière.

Comment la révolution s'est elle développée ?

La rébellion du monde colonial et semi-colonial, avec le triomphe de la révolution chinoise en 1949, est le cadre mondial dans lequel vont se développer les événements révolutionnaires en Bolivie. En Amérique Latine une série de régimes nationalistes bourgeois étaient apparus et résistaient à l'entrée de l'impérialisme yankee. Pour y arriver, ils s'appuyaient sur un mouvement ouvrier et de masses en ascension auquel ils faisaient d'importantes concessions et, qu'en même temps, ils contrôlaient avec la

¹⁷ Histoire de la révolution russe, Chap.I

menace du danger impérialiste. Il s'agit des régimes que Trotsky (en prenant le cas du cardenismo mexicain) a défini comme le "bonapartisme sui generis" (Cárdenas au Mexique, Perón en Argentine, Vargas au Brésil, l'APRA au Pérou, Toro, Buhs, Villaroel en Bolivie).

Dans cette période apparaissent en Bolivie les deux principaux acteurs politiques de la révolution de 1952. Le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) naît en 1940 et se veut nationaliste, anti-impérialiste, anti-nord-américain, au début avec des sympathies marquées pour l'Allemagne nazi. Son fondateur et principal dirigeant a été Víctor Paz Estenssoro. D'autre part, en 1936 se crée en exil (en Argentine) le POR (Parti Ouvrier Révolutionnaire), qui a évolué vers le trotskysme, et s'est transformé en la section bolivienne de la Quatrième Internationale. Ses fondateurs ont été Aguirre et Marof, mais après le décès accidentel du premier et l'abandon du deuxième, la direction est tombée dans les mains de Guillermo Lora.

Il y a une succession de gouvernements populistes et de coups d'état réactionnaires qui ne donnent pas de réponse aux réclamations croissantes des masses. En juillet 1946, des secteurs de la classe ouvrière et du mouvement de masses, à l'exception des mineurs, ont joué un rôle protagoniste dans un soulèvement insurrectionnel qui a fini par mettre au poteau - sur la Plaza Murillo, face au palais gouvernemental - le président Gualberto Villarroel (dont le gouvernement comptait avec la participation du MNR).

Cette insurrection spontanée ne peut pas donner une réponse par la positive, au profit des secteurs de l'oligarchie pro-yankee. À partir de là commence ce qu'on appelle la période de six ans de la *rosca* (la confabulation). Six années pendant lesquelles l'oligarchie de l'étain, la *rosca*, gouverne de façon dictatoriale au profit de l'impérialisme yankee. Le prédécesseur du PC, le Parti stalinien de la Gauche Révolutionnaire (PIR) participe avec des ministres au gouvernement de la *rosca*, avec l'argument que c'était un gouvernement "antifasciste", étant pro-américain. Ceci empêche que le stalinisme ait un ancrage parmi les mineurs, qui dirigent rapidement l'opposition au gouvernement.

En 1944 la Fédération des Travailleurs Miniers de la Bolivie (FSTMB) a été fondée et en novembre 1946 les représentants des mineurs se réunissent à Pulacayo où à l'unanimité ils approuvent les thèses présentées par les mineurs de Llallagua, rédigées par Guillermo Lora, principal dirigeant du POR. Ces thèses, qu'on appelait "*programme de revendications transitoires*" (voir cadre), stipulent, à partir de la mobilisation pour les

revendications présentes, la nécessité de l'armement des travailleurs pour avancer vers la lutte pour le pouvoir.

Ce programme a été divulgué massivement par la FSTMB et spécialement par les militants trotskystes qui ont gagné de l'importance et du prestige dans la base minière. La preuve en est que des mois plus tard, sur l'initiative de la fédération de mineurs, se forme un Bloc entre des dirigeants miniers et des dirigeants de gauche pour se présenter aux élections. Bien que 90% de la population ne votait pas (seulement ceux qui savaient lire votaient) le Bloc ouvrier gagne dans les secteurs miniers et obtient 7 parlementaires (5 députés et 2 sénateurs), dont Juan Lechín Oquendo, principal dirigeant des mineurs, lié au MNR, et Guillermo Lora, principal dirigeant du POR.

Thèses de Pulacayo (novembre 1946)

“[...] 1. **Salaires de base qui permet de vivre et échelle mobile des salaires...**

“[...] 2. **Semaine de 40 heures de travail et échelle mobile d'heures de travail...**

“[...] 3. **Occupation des mines...**

“[...] 6. **Contrôle ouvrier des mines...** ”

“[...] 7. **Armement des travailleurs...**

"Toute grève est le début potentiel de la guerre civile, et à elle nous devons aller dûment armés. Notre objectif est de vaincre, et pour cela nous ne devons pas oublier que la bourgeoisie compte avec une armée, une police et des bandes fascistes... Tous les syndicats sont obligés de former des piquets armés avec les membres les plus jeunes et combattifs. Les piquets syndicaux doivent être organisés militairement..."

"Contre de futurs massacres, des cadres ouvriers armés!"

[...] Le type de révolution qui doit être faite... Qu'il n'y aie pas de doute que la révolution sera démocratique bourgeois par ses objectifs et uniquement un épisode de la révolution prolétaire par la classe sociale qui en prend la direction (...) Les travailleurs une fois au pouvoir ne pourront pas indéfiniment en rester aux limites démocratiques bourgeoises et seront obligé, chaque jour dans une plus grande mesure, à donner des coupes toujours plus profondes dans le régime de la propriété privée..."

Ces parlementaires ouvriers, qui ont été connus comme le Bloc Minier Parlementaire, ont donné un grand exemple de la manière d'utiliser le Parlement au service des luttes ouvrières et de la révolution. En plus de mettre leurs sièges au service des luttes, ils les ont utilisés pour développer

une grande campagne pour la destruction de l'armée et pour la formation de milices ouvrières. Ceci les a menés à être destitués, emprisonnés et expulsés du pays.

La révolution du 9 avril

En mai 1951, Victor Paz Estenssoro du MNR a gagné les élections présidentielles avec le soutien des votes ouvriers, à partir de son discours anti-impérialiste et contre le gouvernement. Il n'a toutefois pas accédé au gouvernement. Par un coup d'état en faveur de lui-même, le président sortant, Mamerto Urriolagoitia (le "mamertazo"), a annulé les élections et a livré le pouvoir à une Assemblée Militaire dirigée par le général Ballivian, qui met en place un gouvernement hautement répressif.



Le 9 avril 1952, la police et un secteur de l'armée, en accord avec le MNR, essayent un contre coup qui échoue, et dont les chefs demandent l'asile dans différentes ambassades. Mais le coup manqué agit comme le détonateur d'une révolution ouvrière impressionnante qui aurait pu changer l'avenir du continent et de la direction révolutionnaire mondiale.

La police, quand elle se voit vaincue par les militaires, livre quelques armes aux travailleurs des usines et à la population de la Paz. De leur côté, les

mineurs d'Oruro et de Potosí, qui avaient déjà pris possession des régiments, commencent une marche sur la Paz. Les mineurs de Milluni (mine proche de la Paz) s'emparent d'un train militaire qui transportait des armements. A la Paz, les travailleurs mettent en échec complètement sept régiments et en sortent toutes les armes. Ainsi le gouvernement dictatorial tombe et les travailleurs insurgés livrent le gouvernement au MNR. Paz Estenssoro revient de son exil et assume la présidence, alors que la multitude, où on remarque la présence des contingents de travailleurs des usines et de mineurs armés, chante : Vive le MNR !, Vive Paz Estenssoro! Nationalisation des mines ! Réforme agraire!

Le 12 avril, les militaires qui continuaient à résister aux milices se rendent. Les prisonniers sont obligés de défiler en caleçons dans La Paz sous escorte des milices minières.

La fondation de la COB : le double pouvoir ouvrier s'institutionnalise

Le 16 avril, en s'appuyant sur les milices ouvrières et les organisations syndicales, et avec les trotskystes, jouant un rôle de première ligne, la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) est fondée. Elle regroupait alors toutes les milices et toutes les organisations ouvrières et paysannes de la Bolivie.

La COB naît au milieu de la ferveur de la révolution, en soutenant les Thèses de Pulacayo et avec une influence importante des trotskystes, bien qu'elle ait toujours été dirigée par Lechín, qui a constamment défendu la politique du MNR.

De toute façon, le poids du POR était important, très supérieur en ce moment à celui du stalinisme. L'historien Dunkerley affirme que *"une grande partie du travail préparatoire (de fonder la COB) a été entrepris par les représentants du POR, Edwin Möller, Miguel Alandia Pantoja et José Zegada (...)"*.¹⁸

A partir de ce moment, les forces du pouvoir ouvrier se concentrent dans la COB, qui par l'orientation de ses directions se met au service du soutien au gouvernement bourgeois de Paz Estenssoro.

Les milices et les Forces Armées

A partir du 11 avril les milices, organisées par les syndicats, étaient la seule force armée du pays et réunissaient entre 50 et 100 mille hommes. Les Forces Armées sont dans un profond processus de désintégration et le 24

¹⁸ *"Rebellion in the Veins"*, Verso, London, 1984, p.64.

juillet seulement (plus de trois mois après), le gouvernement annonce un décret de réorganisation de l'armée. Voyons comment le général anticommuniste Gary Prado Salmón décrit la situation : *"Dans les casernes, la situation était tendue dans la mesure où les officiers étaient divisés entre ceux qui soutenaient et ceux qui condamnaient la révolution. Personne ne faisait rien, sauf monter la garde de telle sorte que la majeure partie de l'équipement militaire a été préservée de la multitude révolutionnaire. Le sentiment de défaite s'empirait, de plus, quand nous avons pris connaissance des détails sur ce qui s'était passé dans les trois jours de combats, en confirmant que l'armée avait été vaincue partout, la fuite du Haut Commandement a fait que les officiers se sentaient encore plus abandonnés. Un certain nombre, craignant la répression, a déserté de ses unités sans hésiter et a cherché l'asile dans des ambassades étrangères ou est parti en exil volontairement. D'autres, en oubliant leur devoir, sont rentrés à la maison en attendant que passent les événements. Quelques-uns sont restés dans les casernes en essayant de regrouper leurs unités, de contrôler les soldats et de maintenir une apparence d'ordre et de discipline (...). Pendant que cela se passait (le 17 juin 1952), la COB a adopté (...) le projet présenté par les représentants miniers qui disait : "Le Corps National des Milices Armées de la Centrale Ouvrière Bolivienne sera organisé de la manière suivante : 1. Le Commandement National 2. Les Commandements Départementaux et Spéciaux. Le Commandement National sera composé par le Chef National, le Camarade Víctor Paz Estenssoro, et le Commandant en Chef, Camarade Juan Lechín Oquendo (...) les commandants des cellules seront élus par les miliciens des départements, par les Centres Départementaux et par le Commandement National de la COB "(...)."L'analyse des commandements militaires est différente. Ils pensaient que la résolution était une attaque à l'institution des Forces Armées et plus encore, qu'elle était humiliante. (...)"¹⁹.*

La nationalisation des mines

La nationalisation des mines était une des principales revendications de la révolution. Paz Estenssoro, avec l'inappréciable aide de Lechín, est parvenu à éviter que les travailleurs occupent les mines et il les a convaincus d'attendre le décret de nationalisation, sortit le 31 octobre 1952. Malgré cela, la pression révolutionnaire était d'une telle ampleur que le MNR a dû adopter la revendication de la nationalisation sans compensation, sous contrôle des

¹⁹ "Poder y Fuerzas Armadas", 1949-1982, General Gay Prado Salmón, Cochabamba 1984

travailleurs (bien qu'ensuite on ait payé quelques indemnisations pour ne pas mettre l'impérialisme en fureur). Cette revendication du POR était soutenue unanimement par les mineurs et sa réalisation (indépendamment du fait qu'elle a ensuite été vidée de contenu) a signifié un grand triomphe révolutionnaire et un grand renforcement pour le prolétariat mineur qui, pendant plus de 50 ans, a agi comme l'avant-garde incontestée de la classe ouvrière bolivienne. La bourgeoisie a eu besoin de plus de 30 ans pour mettre complètement un terme à cette conquête.

La révolution à la campagne

Les paysans, dont la majorité était quechua ou aymara, constituaient au moins 70% de la population et vivaient dans une situation insoutenable. Ils vivaient en marge de l'économie nationale, ils n'avaient pas de droit au vote, ils n'avaient pas accès à l'éducation, ils devaient accomplir des obligations de servitude envers les grands propriétaires fonciers qui agissaient comme seigneurs féodaux avec tous les droits, y compris celui d'abuser sexuellement des femmes. Cette situation avait déjà provoqué quelques explosions et les masses paysannes se réveillaient progressivement et commençaient à mieux s'organiser. Face au soulèvement dans les villes et l'effondrement de l'armée, un grand mouvement d'occupation de terres s'est déclaré, surtout dans la vallée de Cochabamba et dans la zone du Lac Titicaca.

La haine accumulée en tant d'années d'exploitation, d'oppression et d'humiliations a été rendue évidente dans ces occupations, dont beaucoup ont été très violentes et ont provoqué l'exécution des propriétaires fonciers et de leurs familles. Le processus d'occupations est devenu massif, jusqu'à ce que le 2 août 1953, le gouvernement du MNR ait promulgué la loi de la Réforme Agraire, légalisant simplement ce que les masses paysannes avaient obtenu avec leur action directe.

La réforme agraire n'a pas résolu le problème des paysans. La terre ne résout pas tous les problèmes des paysans et ne garantit même pas un accroissement sensible dans l'approvisionnement de produits alimentaires pour le pays. Pour cela, il est nécessaire d'avoir de l'électricité, de la mécanisation et de la modernisation du secteur agricole, tout comme une amélioration dans les communications et les moyens d'échange. Cela est impossible à concrétiser, si ce n'est pas à partir de l'expropriation des principales ressources de l'économie et de l'extension internationale de la révolution.

Toutefois, les conquêtes obtenues ont été énormes et montrent la profondeur de la révolution. La loi de réforme agraire qui s'impose, non

seulement légalise les occupations, dissout les fermes et donne la terre aux Communautés originaires ou aux Communautés nouvelles formées par les anciens travailleurs des fermes ; mais elle instaure également la "non reconnaissance de la grande propriété foncière", que "la terre appartient à celui qui la travaille" et que par conséquent elle est placée hors du marché. C'est une conquête de la révolution qui jusqu'à ce jour n'a pas pu être



liquidée complètement et qui reste un obstacle pour avancer dans l'exploitation capitaliste de la campagne.

La loi de réforme agraire a été imposée par la mobilisation révolutionnaire des masses, et depuis le début, le MNR a essayé d'en limiter la portée. Par exemple, en même temps qu'on ne reconnaît pas la grande propriété foncière, on légalise la grande propriété sous la forme d'Entreprise Agricole. De cette

façon, beaucoup de grandes propriétés foncières se sont maintenues à travers un changement de dénomination et de l'appeler par la suite *Entreprise Agricole*. Bien qu'étant une grande conquête, la réforme agraire a été insuffisante. "Entre 1954 et 1968, environ 8 millions seulement des 36 millions d'hectares de terre cultivée ont changé de mains. Après deux années, 51% des grandes propriétés dans La Paz, 49% en Chuquisaca et 76% en Oruro avaient été affectées, mais en Tarija le chiffre était de 33%, en Santa Cruz 36% et en Cochabamba seulement 16%, la moyenne nationale étant de 28,5%." ²⁰

Tout le pouvoir à la COB ou gouverner ensemble avec un soutien critique au MNR ?

On se trouvait évidemment face à une situation inédite : une révolution qui liquide l'armée bourgeoise et organise sa propre armée prolétarienne, qui impose la nationalisation des mines et la réforme agraire, qui développe un organisme de double de pouvoir national, centralisé et armé, et qui a un programme trotskyste.

D'autre part, tout n'était pas en faveur de la révolution. Lechín, un des bureaucrates les plus habiles et les plus sinistres de l'histoire, se trouvait à la tête de la COB et, à travers lui, le gouvernement et la réaction bourgeoise essayaient de renverser la révolution. Il y avait cependant des conditions extraordinaires pour appliquer la politique que Lénine a conseillée dans les Thèses d'avril : convaincre la majorité des travailleurs, organisés dans la COB et dans les milices, que le gouvernement de Paz Estenssoro n'était pas le leur, qu'on ne se débarrasserait pas de l'impérialisme avec ce gouvernement, qu'on obtiendrait ni du travail, ni du pain, ni la terre, mais que tout cela ne viendrait qu'avec la prise du pouvoir de la COB.

Les trotskystes boliviens se trouvaient dans de très bonnes conditions pour faire face à cette tâche. Bien qu'ils n'aient pas pu consolider organiquement leur influence, ils avaient gagné un grand prestige politique. Leur rôle dans les événements d'avril a été tel que même un des fondateurs du parti stalinien a reconnu que "*ce soulèvement armé a été dirigé et a été mené à la victoire par le personnel dirigeant du MNR, Hernán Siles Suazo, par Juan Lechín Oquendo, Edwin Möller, Alandia Pantoja, Villegas et d'autres*".²¹ C'est-à-dire qu'avec une politique correcte, le POR avait de très bonnes conditions

²⁰ "*Rebellion in the Veins*", Dunkerley, Verso, p.73.

²¹ "*Memorias del primer ministro obrero*", Waldo Alvarez, La Paz, 1986, p.188. Möller et Alandia Pantoja étaient membres du POR.

pour lutter pour gagner la direction majoritaire de la COB et diriger la lutte pour la prise du pouvoir.

Ceci étant, en suivant les conseils de la direction pabliste de la IV^{ème} Internationale,²² le POR bolivien a appliqué une politique opposée à celle de Lénine.

Lora lui-même reconnaissait que *"la COB était le maître du pays, et en réalité, pendant une certaine période, elle était le seul centre de pouvoir digne de ce nom"(...)*, que *"pour la plupart des gens, la COB était leur seul chef et leur seul gouvernement."*²³ Toutefois, Lora n'a pas appelé à se méfier du gouvernement bourgeois et à combattre pour le pouvoir de la COB comme seule façon de répondre aux intérêts des travailleurs et des paysans. Au contraire, il a avancé un soutien critique au gouvernement et a défendu la position de gouverner tous ensemble avec lui, avec la participation de ministres de la COB dans le gouvernement du MNR, en confiant que, de cette manière, la COB pourrait contrôler le gouvernement bourgeois.

Neuf jours après le soulèvement du 9 avril, il déclare que *"dans la mesure où il mène à bien le programme promis, le POR soutient le Gouvernement qui est issu de l'insurrection populaire du 9 avril (...) qui avait deux ministres ouvriers dans le cabinet petit-bourgeois, mais qui était complètement contrôlé et lié aux décisions de la COB"*.²⁴ Et dans les résolutions de sa X^{ème} Conférence il affirme : *"Pour le moment, notre tactique consiste à grouper nos forces, à agglutiner le prolétariat et les paysans dans un seul bloc pour défendre un gouvernement qui n'est pas le nôtre". "Loin de lancer le mot d'ordre d'en finir avec le régime de Paz Estenssoro, nous le soutenons pour qu'il résiste à l'attaque de la 'rosca' (...) Cette attitude se manifeste d'abord comme une pression sur le gouvernement pour qu'il effectue les aspirations les plus ressenties par les travailleurs et les paysans"*.²⁵

²² La IV^{ème} Internationale sort de la II^{ème} guerre mondiale très affaiblie. Trotsky avait été assassiné et elle avait été affaiblie par la persécution et la mort de beaucoup de cadres de la part du nazisme et du stalinisme. Les hommes qui en assument la direction (Michel Pablo et Ernest Mandel), très jeune et sans expérience, sont impressionnés par les expropriations de l'Armée Rouge. Ils caractérisent qu'une troisième guerre mondiale s'annonce (entre l'URSS et l'impérialisme) et que cela aura comme conséquence que les PC's vont se radicaliser. Ils s'orientent vers "l'entrisme sui generis" dans les PC's (afin de réorienter leurs directions vers une politique révolutionnaire) et dans les mouvements nationalistes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

²³ Guillermo Lora, *"Historia del Movimiento Obrero Boliviano"*

²⁴ *"Lucha Obrera"*, (revue du POR) 18.IV.1952, p.2. Les ministres ouvriers sont Lechín et Butrón

²⁵ Thèses de la X conférence du POR, citées par Liborio Justo dans *"Bolivia : la revolución derrotada"*, Rojas Araujo éditeur, Cochabamba, 1967, p. 223.

La situation en Bolivie après le 9-12 avril 1952 était semblable à celle de la Russie après la révolution de février 1917. Deux pouvoirs existaient dans le pays, mais le plus fort, celui qui avait un caractère de masses, était celui des organisations populaires et ouvrières qui, étant donné leurs directions conciliatrices, ont livré le pouvoir à un gouvernement bourgeois faible. La prise du pouvoir par les soviets et la COB aurait pu avoir lieu pacifiquement. Le vieil appareil militaire s'était déjà effondré. Le chemin était ouvert pour le pouvoir ouvrier qui, avec ses propres armes et le peuple derrière lui, aurait pu avoir le pouvoir total. Le seul obstacle pour que la COB et les soviets russes mènent à bien cette tâche était leurs directions, qui n'insistaient pas pour récupérer la bourgeoisie. En Russie, cet obstacle a été surmonté et les travailleurs se sont appropriés le pouvoir. En Bolivie, cela n'a pas été le cas. La grande différence résidait dans la façon d'intervenir du parti révolutionnaire. Les Bolcheviques ont exigé que les soviets rompent avec le gouvernement provisoire bourgeois et prennent le pouvoir eux-mêmes comme seule façon d'obtenir la paix, le pain et la terre. Le POR, par contre, a appelé à défendre le gouvernement bourgeois pour que celui-ci "*effectue les aspirations les plus ressenties des travailleurs et des paysans*".

Comme il fallait s'y attendre, lorsque le gouvernement de Paz Estenssoro a commencé son virement à droite, on a trouvé une autre variante bourgeoise dans laquelle canaliser l'espoir : la gauche du MNR, dirigée par Lechín. Dans sa conférence nationale de novembre 1952, le POR déclare qu'il "*soutiendra la gauche du MNR dans sa lutte contre la droite du parti*" et, en août 1953, après une crise ministérielle, il affirme : "*Le seul résultat politique de l'actuelle situation : le déplacement de la droite du MNR du pouvoir par la gauche. Tout le pouvoir à gauche !*"²⁶

L'aile gauche du MNR n'avait pas un caractère de classe différent, bien que sa principale figure soit Lechín ; ce n'était que l'aile gauche d'un parti bourgeois. Non seulement le POR ne faisait pas face aux illusions des masses, mais il était aussi prisonnier de ses propres illusions. Il est ainsi passé de la confiance en Paz Estenssoro pour avancer vers la révolution et le trotskysme²⁷, à la rémission de toutes ses illusions dans l'"aile gauche", et

²⁶ Bulletin interne du POR, cité par Liborio Justo dans "*Bolivia : la revolución derrotada*"

²⁷ "Son discours (de Paz Estenssoro) du 21 juillet (1952) est très clair. Non seulement il propose de "*nationaliser les mines et de mener la révolution dans la campagne sans prendre en considération les conséquences*", mais il promet aussi "*d'armer les travailleurs des usines et les mineurs de façon à ce qu'ils puissent défendre la révolution à leur manière*" Lucha Obrera, 5-8-52. "*Le Président, repassant l'ensemble de son attitude politique dans le passé, vise des objectifs anticapitalistes et non seulement anti-impérialistes et anti-féodales pour la révolution. Ce discours peut être très bien considéré comme trotskyste. (...)*" Lucha Obrera, 5-8-53.

spécialement dans Juan Lechín Oquendo, qu'il considérait sous son influence. Dans une de ses analyses de la révolution, Lora dit : *"Lechín n'a fait autre chose qu'opérer sous la pression puissante des masses et du POR. Dans les discours des chefs ouvriers de cette période (il se réfère aux années 1952-53) et dans les plans présentés au cabinet de Paz Estenssoro, on peut retrouver la marque du POR"*.²⁸ À partir de la politique du bureaucrate astucieux d'utiliser le POR (comme par la suite d'autres organisations) pour qu'ils lui écrivent les discours rouges qui lui permettent de paraître être l'homme de la situation face aux masses radicalisées, Lora est tombé dans l'illusion qu'il dirigeait Lechín. Au niveau de la IV^{ème} Internationale on en est arrivé à dire que Lechín était *"un militant clandestin du POR"*. Quand on s'est rendu compte qu'au contraire, c'était le POR qui était en train de militer inconsciemment pour la politique contre-révolutionnaire de Lechín, il était déjà presque trop tard.

Comme on pouvait s'y attendre, la gauche du MNR n'a donné aucune issue révolutionnaire à la situation. En fait, elle n'a rien fait d'autre que de donner le temps nécessaire au gouvernement pour reconstruire l'armée et pour que les milices épuisent leurs réserves de munitions et restent avec leurs armes pratiquement inutilisables.²⁹

Seulement quatre années après l'explosion de la révolution, le POR s'est rendu compte quelle était la véritable situation. Dans une résolution de son CE de mai 1956 on dit : *"En fortifiant et en développant tous les organes du pouvoir, face aux chocs avec le gouvernement, avec la bourgeoisie, avec l'oligarchie et avec l'impérialisme, face au parlement et aux tentatives développées par le gouvernement de Siles de circonscrire l'influence des syndicats, nous pousserons la tendance des masses en disant : Que la COB résout tous les problèmes ! Tout le pouvoir à la COB !"*³⁰. Finalement on préconisait l'issue révolutionnaire ! C'était une victoire de ceux qui avaient défendu cette politique dans les rangs de la Quatrième Internationale, comme c'était le cas de notre courant. Mais c'était une victoire tardive. Tant d'années avec la politique erronée de propager des illusions dans le gouvernement bourgeois et dans la bureaucratie lechiniste ont donné leurs fruits. Cette proposition du POR est restée en minorité totale dans la COB. On avait laissé passer le moment où les trotskystes auraient pu diriger la prise du

²⁸ *"La Revolución Boliviana : Análisis crítico"*, Guillermo Lora, La Paz, 1963, p. 254.

²⁹ Une des politiques de Paz Estenssoro a été de changer le calibre des armes de l'armée, de façon à ce que l'on importe plus les munitions du calibre antérieur.

³⁰ Résolution du CE du POR bolivien de mai 1956, cité par Liborio Justo et par Nahuel Moreno dans *"El Estado y la Revolución"*.

pouvoir en Bolivie. Ceci a été reconnu par Lora lui-même en 1963 dans une des rares autocritiques qu'on connaît de lui, une autocritique qu'il n'a ensuite plus jamais mentionnée : *"Le POR a utilisé ces événements pour lancer le mot d'ordre de contrôle total du cabinet par la gauche" (...)* *"Le mot d'ordre contenait toutefois les signes d'une erreur idéologique énorme : croire que les travailleurs pouvaient atteindre le pouvoir par l'intermédiaire de Lechín. Il aurait été plus correct de mobiliser les masses derrière le mot d'ordre de "tout le pouvoir à la COB" (...)* *"Le slogan de "tout le pouvoir à la COB" aurait pu conduire à la victoire des travailleurs dans deux occasions exceptionnellement favorables. La première a été quand l'agitation autour de la nationalisation immédiate des mines, sans compensation et sous contrôle ouvrier, a atteint son point culminant (première moitié de 1952). La seconde est apparue avec la défaite du coup d'état du 6 janvier 1953. Ne pas prendre l'avantage nécessaire de ces occasions et s'adapter à courir à la traîne en vociférant les mots d'ordre de la gauche du MNR ont été les plus grandes erreurs du POR."*³¹

Le renversement et la défaite de la révolution.

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement a commencé à avoir une politique pour répondre à un des problèmes centraux qu'avait posé la révolution : celui de l'armement. Le général Gay Prado, qu'on a déjà cité, explique une de ces tactiques : *"Avec cet objectif (celui d'avoir un degré de contrôle sur les milices), au moyen de la tromperie, le Chef du Quartier Général, Germán Armando Fortún, a donné à la COB tous les conseils nécessaires pour améliorer l'organisation des milices armées, comme la nomination d'instructeurs en nombre suffisant pour apprendre aux miliciens la discipline, l'entraînement militaire de base et la responsabilité, en considérant que les milices seraient, en fin de compte, la réserve des Forces Armées de la nation (...)* *L'offre du Quartier Général a été chaudement acceptée par la COB (...); et cela a été ainsi un succès, (???.....jusqu'à un certain point, de traiter le problème des milices, au moins à partir du moment où cela les empêchait de retourner à une structure qui les transforme une armée parallèle.....???)*. *Le Commandement National des milices n'a jamais fonctionné de façon adéquate"*.³²

Ainsi, le gouvernement de Paz Estenssoro, avec le soutien des organisations ouvrières, a pu soumettre les milices ouvrières à l'armée bourgeoise. Au lieu

³¹ Guillermo Lora, *"La revolución boliviana : análisis crítico"*, La Paz, 1963

³² Poder y Fuerzas Armadas, General Gay Prado Salmon

de se battre pour rendre les milices ouvrières chaque fois plus indépendantes et les opposer aux forces armées bourgeoises, la direction de Lechín "a chaudement accepté" la proposition du Haut Commandement de l'armée génocide, qui avait été mis en échec par la révolution.

A partir de la reconstruction de l'armée, différents gouvernements du MNR se succèdent (dans un desquelles Lechín a été vice-président) et sont animés par le même objectif : renverser petit à petit le double pouvoir. "C'est faux" disait-on alors pour justifier la capitulation aux gouvernements du MNR, et selon ce point de vue, l'impérialisme aurait préparé à ce moment un coup d'état. Au contraire, l'impérialisme a laissé au MNR et à la bureaucratie lechiniste la tâche de démonter la révolution. Le MNR (ainsi que Lechín) se sont alors préoccupés de faire très bonne mine pour obtenir le soutien impérialiste. Le célèbre voyage de Lechín (comme vice-président) vers Chine Nationaliste de Chang Kai Chek a fait partie de cela.

Le coup d'état est venu plus tard, après que le MNR ait achevé le sale travail et commencé son usure. L'activité de plus en plus réactionnaire du MNR lui a coûté assez cher. Cela a ouvert une grande crise dans sa relation avec le mouvement de masses qui s'est exprimée dans diverses ruptures (Walter Guevara Arze fonde le PRA, Lechín crée le PRIN, et Hernán Siles Suazo, seconde figure du parti, constitue le MNR de Gauche). Avec la perte de force du MNR, le centre du pouvoir est progressivement passé à l'armée reconstruite. En novembre 1964, vient triomphe du coup d'état dirigé par les généraux René Barrientos Ortuño et Alfredo Ovando Candia.

Vers le milieu de 1965, le gouvernement militariste procède à une offensive pour désintégrer les restes du double pouvoir. L'armée occupe les mines et met en échec une grève générale appelée par la COB. Les quartiers ouvriers de La Paz s'insurgent sans aucune direction. L'armée et l'aviation ont utilisé toutes leurs armes pour dégager les barricades ouvrières et ont atteint leur objectif. Ainsi la grande révolution ouvrière de 1952 a été enterrée.

La polémique dans la IV^{ème} Internationale Deux politiques face à la révolution bolivienne

Il y a des courants qui pensent que le trotskysme dans son ensemble a échoué pour ne pas avoir été capable de maintenir une politique bolchevique en Bolivie en 1952. Tel est le cas, par exemple, de l'Argentin Liborio Justo.³³

³³ Liborio Justo, (Quebracho) un des fondateurs du trotskysme argentin, auteur d'une des meilleures études sur la révolution bolivienne de 1952 ("*Bolivia : la revolución derrotada*"). Il a abandonné le trotskysme et la IV^{ème} Internationale et, à partir de ce moment, il défend la construction de la V^{ème} Internationale.

Cette position n'a rien à voir avec la réalité. D'abord parce qu'il n'est pas vrai que personne n'a mis en question la politique qui était appliquée en Bolivie ; ensuite, parce que la réalité est que dans la IV^{ème} Internationale, il n'y a pas eu une, mais deux politiques face à la révolution bolivienne.

La responsabilité pour la politique du POR bolivien, qui non seulement a été une erreur mais aussi une trahison, retombe principalement sur la direction pabliste de la Quatrième Internationale, qui a gagné pour sa politique la section bolivienne jeune et inexpérimentée. Déjà avant l'essor de la révolution, la direction internationale avait donné l'orientation du soutien au MNR. *"D'autre part, en cas de mobilisation de masses sous l'élan ou l'influence prépondérante du MNR, notre section bolivienne doit soutenir avec toutes ses forces le mouvement, ne pas s'abstenir mais au contraire intervenir énergiquement, en vue de la mener le plus loin possible, y compris jusqu'à la prise du pouvoir par le MNR sur la base du programme progressif du front unique anti-impérialiste"*.³⁴ Une année après la révolution ils disaient : *"Le POR a commencé avec un soutien correct mais critique au gouvernement du MNR"*.

Mais celles-là n'étaient pas les seules voix qu'on écoutait sur la révolution bolivienne dans la Quatrième Internationale. Il y a eu ceux qui ont demandé des explications ; cela a été le cas de la tendance californienne du SWP dirigée par Vern et Ryan (qui a ensuite quitté le trotskysme) qui a dénoncé la politique du POR comme étant menchevik, principalement pour ne pas s'être opposer au gouvernement bourgeois mais l'avoir soutenu "de façon critique". Il y a eu, en outre, ceux qui ont infatigablement défendu une proposition alternative à celle de la direction de la Quatrième Internationale et du POR bolivien. Cela a été le cas de notre courant dirigé par Nahuel Moreno³⁵.

Le courant dirigé par Moreno a spécifié sa politique au fur et à mesure qu'il avançait dans la connaissance de la réalité bolivienne mais, dès le début, il a appelé à faire face au gouvernement bourgeois du MNR. En mai 1952, en opposition au 'soutien critique' au gouvernement du MNR, le *Frente Proletario*, la revue du POR argentin, disait : *"l'avant-garde ouvrière bolivienne doit être consciente que sa lutte commence seulement maintenant et qu'elle se trouve au moment crucial et décisif dans lequel, soit on gagne*

³⁴ "Tareas específicas y generales del movimiento proletario marxista revolucionario en América Latina", Troisième Congrès de la IV^{ème} Internationale, août 1951- Cité dans *"El Partido y la Revolución"*, Nahuel Moreno

³⁵ Nahuel Moreno, trotskyste argentin, fondateur et principal dirigeant de la LIT-QI. En 1952 il dirigeait le POR argentin, à partir duquel il a participé dans la polémique autour de la révolution de cette même année. Il a ensuite formé le SLATO (Secretariado Latinoamericano del Trotskismo Ortodoxo) avec d'autres trotskystes latino-américains.

en empruntant la voie révolutionnaire vers le pouvoir authentiquement ouvrier, soit on se perd sur le chemin de la conciliation et de l'espoir passif dans les cadres dirigeants du MNR". Le 26 juin 1952, face à la réorganisation de l'armée sous le titre de "Paz Estenssoro veut désarmer la révolution", nous disions : "Aujourd'hui plus que jamais le mot d'ordre 'des cadres ouvriers armés !' doit être assumé pour faire face au gouvernement de Paz Estenssoro qui prépare le chemin de la trahison."

A partir de mai/juin 1952, le POR argentin commençait à préconiser le contrôle du gouvernement par la COB et la dénonciation de Juan Lechín Oquendo comme agent du gouvernement dans la centrale ouvrière. Finalement, en janvier 1953, nous dénoncions le caractère traître de la direction de la COB en disant "*Lechín est au service de la 'rosca'*", tandis qu'avec une clarté totale nous avançons le mot d'ordre "*Tout le pouvoir à la COB*"³⁶.

Pendant toute cette période, on ne trouve pas une seule ligne où la direction pabliste de la Quatrième Internationale, qui définissait la situation comme de "kerenkisme très avancé", appelle au pouvoir de la COB et des milices. En 1954, face au virement à droite du MNR, la direction pabliste propose un programme démocratique : élections générales, vote universel, assemblée constituante et la présentation de listes ouvrières dans ces élections, comme façon de provoquer une différenciation vis-à-vis du MNR. Moreno (en utilisant la même tactique que Lénine en 1917) répond : "*La ligne serait parfaite avec un complément : pour garantir tout cela (constituante, élections, etc.) il est nécessaire que la COB prenne le pouvoir*".

L'existence de l'opposition des deux politiques est indiscutable. C'est pourquoi le problème n'est pas le trotskysme en général. Le problème était lié à la politique de la direction pabliste appliquée par Lora (basée sur la conviction qu'il fallait entrer aux PCs, aux partis socialistes ou nationalistes bourgeois ou les soutenir, étant donné que des courants centristes qui dirigeraient la révolution en seraient sortis), une politique qui a échoué en Bolivie et qui a fait perdre la grande occasion que la révolution avait ouverte au trotskysme latino-américain.

Les leçons de la révolution

La révolution bolivienne de 1952 a été la révolution ouvrière la plus grande, parfaite et classique, qui a eu lieu après la révolution russe de 1917.

³⁶ Frente Proletario, n° 107, 15 janvier 1953. Cité dans "*El Trotskismo obrero e internacionalista en la Argentina*"

Elle a été tellement profonde que, bien qu'elle a échoué, il a fallu la défaite d'une autre révolution (celle de 1985) pour en finir avec ses conquêtes. Et pour certaines d'entre elles, comme celle de la réforme agraire, on n'est pas encore parvenu à l'éliminer totalement.

Mais ces grandes conquêtes de la révolution : la nationalisation avec contrôle ouvrier et la réforme agraire, n'ont pas été suivies de la conquête supérieure qui était à l'ordre du jour : la prise du pouvoir par les travailleurs ; elles ont alors été vidées de leur contenu et ont commencé à être utilisées au bénéfice du pouvoir bourgeois. Ainsi les entreprises nationalisées ont servi pour l'enrichissement des administrateurs du MNR et une nouvelle bourgeoisie a ainsi été formée qui a remplacé la vieille oligarchie minière déplacée par la révolution. Le contrôle ouvrier a été institutionnalisé sous la forme des directeurs ouvriers de la COMIBOL³⁷ qui ont finalement uniquement servi à fortifier le pouvoir de la bureaucratie syndicale. La loi de Réforme Agraire a été contournée, et les grandes propriétés sont revenues en utilisant un subtil changement de nom en "Entreprises Agricoles" ; la réalité est que 2 millions de familles paysannes (pour la plupart appartenant aux peuples originaires) travaillent 5 millions d'hectares de terre, tandis que moins de 100 familles possèdent les 27 millions d'hectares restants de terres cultivables.

Mais la principale conséquence négative de la défaite de la révolution de 1952 se situe au niveau de la crise de la direction révolutionnaire. La possibilité de commencer à surmonter cette crise existait en 1952. Si en Bolivie on avait développé la lutte pour le pouvoir ouvrier, dirigée par le parti trotskyste (sans parler d'un triomphe de cette lutte), on aurait ouvert la possibilité que la Quatrième Internationale gagne une influence de masses, au moins en Amérique Latine. Cela aurait pu changer le destin de notre continent. Imaginons ce qui aurait pu se passer, si en 1959, le déclenchement de la révolution cubaine avait trouvé une Internationale Révolutionnaire avec une influence de masses, avec la capacité et la volonté d'étendre la révolution au niveau continental.

Mais cette possibilité a été frustrée. Et cette frustration a eu lieu de la pire manière. Non par la supériorité de l'ennemi, mais parce que le parti révolutionnaire n'a pas été à la hauteur de la circonstance. Il n'a pas proposé la lutte pour le pouvoir ouvrier, mais a capitulé au gouvernement de conciliation de classes. A partir de ce moment en Bolivie, la loi énoncée par Engels a été suivie : *"un parti révolutionnaire qui perd son occasion, disparaît pour toute une époque historique"*.

³⁷ Entreprise minière de l'état

Le POR est entré dans une très profonde crise et un processus de scissions successives a commencé, qui a mené à la dispersion du trotskysme bolivien ; celui-ci n'a plus jamais récupéré à nouveau son influence de masses qu'il avait en 1952 et a ouvert un espace pour que se développe le stalinisme, qui jusqu'à ce moment n'avait pas pu s'enraciner dans la classe ouvrière bolivienne.

Aux élections présidentielles de 1956, le candidat soutenu par les secteurs dans lesquels s'était divisé le POR a obtenu 2 239 votes, contre 786 729 obtenus par Siles Suazo du MNR et 12 273 par le stalinisme.

A deux reprises, l'histoire se répète

La classe ouvrière bolivienne a une capacité extraordinaire de récupération. Ainsi, après avoir passé par des dictatures et de fortes répressions, il y a eu deux autres processus révolutionnaires importants, en 1971 et 1985, qui, bien que de moindre ampleur que celui de 1952, posent de nouveau le problème du pouvoir. Dans les deux cas, la COB dirige et centralise les confrontations, et sa direction (toujours avec Lechín à la tête) refuse de combattre pour le pouvoir en donnant (de façon explicite ou implicite) le soutien à l'une ou l'autre variante bourgeoise. C'est une position qui, de fait, est renforcée par les différents secteurs de la gauche qui, avec différents arguments (la COB n'est pas un soviet, elle est seulement un syndicat ; elle est dirigée par une bureaucratie), refusent d'exiger à sa direction qu'elle rompe avec la bourgeoisie et prenne le pouvoir pour appliquer le programme ouvrier de la COB.

Le résultat était prévisible : la défaite de la révolution. Dans le premier cas, cette défaite intervient au moyen du coup d'état dirigé par le général Banzer, qui inaugure sept années d'une dictature répressive.

Dans le second cas, la défaite a lieu de manière "pacifique". Lechín convainc les dix mille mineurs chargés de dynamite qui ont occupé la ville de La Paz pendant 16 jours de retourner à leurs arrondissements parce qu'ils n'avaient pas d'armes. La bourgeoisie, avec la médiation de l'Eglise, avance les élections pour remplacer le gouvernement agonisant de front populaire dirigé par Siles Suazo. Les travailleurs, profondément démoralisés pour avoir vu échouer ce qu'ils croyaient être leur gouvernement, voient comment Paz Estenssoro, connu de longue date, apparaît comme le nouveau président. Ironiquement, celui qui avait été le président imposé par la révolution de 1952 est celui qui applique le plan néo-libéral de démontage de ce qui restait des conquêtes de cette révolution. Cette défaite, qui a été beaucoup plus violente que les précédentes, a été la plus profonde de toutes. Les

travailleurs, influencés par le Parti Communiste et par d'autres organisations de gauche, croyaient qu'ils étaient arrivés au pouvoir par le biais du gouvernement de front populaire et sentaient maintenant qu'ils avaient échoué dans l'accomplissement de l'objectif historique marqué par les thèses socialistes de la COB. Ceci a provoqué un sentiment généralisé de démoralisation, qui a été encore approfondi avec les conséquences de l'application du plan néo-libéral : privatisations, fermetures de mines, licenciements massifs de travailleurs.

Mais, en faisant honneur à sa tradition, encore une fois, la classe ouvrière bolivienne, avec sa centrale ouvrière glorieuse, dirigeant les paysans et autres secteurs populaires, a mis de nouveau en échec le pouvoir bourgeois. C'est la responsabilité des révolutionnaires boliviens et latino-américains de faire tous les efforts pour construire la direction révolutionnaire qui empêchera que, encore une fois, l'histoire se répète.



Année 2004

Irak : Avant-garde dans la lutte contre l'Impérialisme

José Welmowicki

Professeur de Sciences Sociales (Brésil)

Ce texte a été écrit fin 2003.

L'année 2003 fut dominée par l'augmentation de la conscience anti-impérialiste, matérialisée dans le rejet et les grandes mobilisations contre la politique de Bush et sa « guerre à la terreur ». Les millions de personnes qui, dans divers pays, sortirent dans les rues contre l'invasion de l'Irak furent un échantillon de cela. Cette lutte connaît un moment fort en Amérique Latine contre la recolonisation exprimée dans le projet de l'ALCA. Elle fut aussi la base des processus révolutionnaires d'Equateur en 2000, d'Argentine en 2001 et de Bolivie en 2003.

C'est la même lutte anti-coloniale et anti-impérialiste que celle de l'Intifada palestinienne, qui résiste depuis déjà trois ans aux attaques génocides d'Israël au service des Etats-Unis.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la lutte du peuple irakien contre l'occupation nord-américaine. Au contraire de ce que dit la presse, il n'est question ni de luttes religieuses, ni de tentatives du régime de Saddam de revenir au pouvoir, ni de conspiration de groupes terroristes étrangers isolés. Il s'agit d'une guerre de libération nationale de tout un peuple contre une puissance impérialiste occupante, comme le furent les guerres d'Algérie contre la France dans les années 50', ou celle de la Chine contre le Japon dans les années 30'.

Plus encore : il s'agit d'une guérilla qui se transforme chaque fois plus en une guerre populaire, étant donné le soutien qu'elle obtient de la population.

Par l'importance de la région et de l'occupation de l'Irak pour la stratégie de l'impérialisme nord-américain, ainsi que par la rapidité avec laquelle cela se transforma en crise politique à l'intérieur des E-U, il s'agit du fait le plus important sur la scène mondiale, et qui rappelle chaque fois plus le processus de la guerre du Vietnam dans les années 60'. C'est le processus que tous les peuples et les mouvements de masses doivent ne pas perdre de vue et doivent soutenir résolument, car une défaite des Etats-Unis dans cette région

serait décisive pour l'échec de la stratégie impérialiste actuelle dans le monde entier.

Une guérilla grandissante met en échec les E-U

Les nouvelles du front ne sont pas du tout bonnes pour Bush et ses alliés. Malgré l'énorme supériorité technologique et guerrière, l'occupation subit des défaites sur le terrain militaire et donne la pire image qu'il est possible de donner lors d'une mission d'occupation : celle de la vulnérabilité. Le premier grave signal fut l'attaque de l'hôtel Rachid, à Bagdad. En pleine visite du sous-secrétaire de la défense nord-américain, Paul Wolfowitz, seconde autorité dans le domaine militaire et stratège de l'invasion, deux missiles furent tirés sur le local du logement central des autorités de l'occupation. Ces missiles détruisirent plusieurs étages, tuant un colonel et atteignant presque Wolfowitz lui-même. Un hélicoptère Black Hawk avait été abattu la veille ainsi que deux autres hélicoptères dans les jours suivants : un Chinook, avec 16 morts et un autre Black Hawk avec au moins 6 militaires américains tués. Deux hélicoptères Black Hawk de plus furent abattus en fin de semaine à Mosul, dans le nord de l'Irak, tuant 16 soldats. Les attaques visant les hélicoptères, les troupes, leurs agents policiers ou les membres du gouvernement transformèrent l'Irak en un enfer pour ses occupants : il y a déjà en moyenne 33 attaques par jour.

Selon les journalistes, l'aéroport de Bagdad se trouve dans une situation précaire ; il est risqué d'y faire décoller des avions à cause des roquettes et des missiles. Un avion de l'entreprise DHL fut atteint par un missile alors qu'il décollait. La *zone verte*, région de Bagdad où sont situées les installations centrales de l'armée américaine, est sous la menace constante de bombes et de roquettes.

Le pétrole, grand objectif de l'occupation, ne peut être administré ni utilisé sans qu'auparavant les américains ne contrôlent et n'assurent les oléoducs qui transportent le pétrole pour l'exportation. Mais ces derniers sont victimes de sabotages constants et le préjudice est énorme. Les coûts de l'occupation se multiplient. Ils s'élèvent déjà à 4 mille millions de dollars par mois, sans compter les 87 mille millions de dollars votés par le Congrès.

Cette situation est-elle soutenable ? Les Etats-Unis peuvent-ils continuer à protéger seuls les installations militaires et pétrolières tout en étant la cible de la haine de toute une population et devant assumer des frais sans un retour immédiat ? Jeffrey Sachs, un économiste néolibéral très confiant qui conseilla les privatisations en Bolivie et en Russie, écrivit un article affirmant l'absurdité d'une « perte d'argent qui pourrait être évitée par une

"solution politique" ». Quelle serait cette solution ? Les occupants ne peuvent instaurer la démocratie dans le pays qu'ils occupent car pour ce faire, ils devraient retirer leur troupes d'occupation ; ils ne peuvent pas non plus demander l'opinion du peuple irakien sur les décisions fondamentales car la première chose que leur demanderaient les Irakiens serait qu'ils s'en aillent de l'Irak.

Depuis la déclaration de la fin de la guerre, le 1er mai, et jusqu'au 29 novembre, déjà au moins 298 soldats nord-américains trouvèrent la mort, dont 180 en combat direct. Mais les chiffres négatifs ne se limitent pas aux morts. Il existe un autre problème croissant : les pertes non mortelles, les blessés et les mutilés. Selon la revue *Time* du 10 novembre, le nombre reconnu de blessés était de 1.242 depuis la 'fin de la guerre', contre 551 au cours de la guerre elle-même. Un réseau militant de vétérans de guerre informait entre autres que 7.000 blessés, la majorité en provenance d'Irak, passèrent par l'hôpital de Landstuhl, en Allemagne, dans les derniers mois. Les hôpitaux ne rendent déjà plus compte du nombre de blessés et l'information est omise par le Pentagone et par la quasi totalité de la presse. Une note du *Los Angeles Times* informait que le nombre de blessés internés à l'Hôpital Militaire Walter Reed à Washington surpassait déjà toutes les prévisions, menaçant d'un effondrement virtuel cet important complexe hospitalier. La moyenne journalière d'admissions serait de 20 blessés, parmi lesquels 20% ont perdu des jambes ou des bras.

L'agence de presse UPI informa, le 17 octobre dernier, que plus de 600 blessés, la majorité provenant d'Irak, se retrouvent à la base militaire de Fort Stewart, aux Etats-Unis, dans l'attente d'un traitement qui tarde à venir. Comme il n'y a pas d'espace suffisant dans les installations de l'hôpital de la base, ils sont installés dans des tentes, sans les conditions minimales d'attention.

Un autre épisode illustre les difficultés du Pentagone en relation avec ses propres troupes et le ravage que les nouvelles venues du front provoquent à l'intérieur des Etats-Unis. Préoccupé par les lettres qui arrivaient aux Etats-Unis en provenance du front irakien et qui rendaient compte de l'état d'esprit pessimiste de beaucoup de soldats, un colonel eut l'idée d'écrire des lettres optimistes transmettant une image d'amélioration continue de la situation et de demander aux soldats de les signer. En plus de les envoyer à leurs familles, il fit en sorte que les lettres parviennent aux rédactions des quotidiens des villes où les parents de ces soldats résident aux Etats-Unis. Le problème est que ce qui aurait dû être une opération de propagande se transforma en scandale après que certaines familles eurent perçu et dénoncé

la falsification et eurent trouvé très étrange que les quotidiens publient ces 'lettres'. Il y a des dénonciations du fait que des dizaines de soldats profitèrent des permissions de passer quelques jours aux Etats-Unis pour désertier et éviter le retour en Irak.

Le gouvernement ne veut pas apparaître aux enterrements pour ne pas associer l'image de Bush avec les morts. A l'époque du Vietnam, les images des corps des soldats morts arrivant dans les *body bag* eurent des effets terribles au sein de la population et aidèrent à la création d'un mouvement puissant contre la guerre. Aujourd'hui, le Pentagone a décidé d'interdire que les cercueils des militaires nord-américains ne soient photographiés ou filmés, tant à leur sortie d'Irak qu'à leur arrivée aux Etats-Unis.

Une guérilla avec le soutien des masses

La résistance irakienne héroïque actuelle a comme base d'appui l'ample rejet du peuple envers les pilleurs impérialistes. Les célébrations populaires lors de chaque revers subi par les troupes d'invasion, tels que les chutes d'hélicoptères, ainsi que les personnes apparaissant à la TV en train de faire la fête expriment une indignation généralisée qui provient d'avant l'invasion. Cette indignation concentre aujourd'hui la haine accumulée par les sanctions assassines prises pendant 11 ans et cautionnées par l'ONU ; elle est également l'expression d'une mémoire populaire qui se rappelle des occupations antérieures, comme celle de l'empire britannique.

Le gouvernement de Bush ne peut déjà plus nier la gravité de l'insurrection. Les généraux des Etats-Unis eux-mêmes parlent de 5.000 guérilleros en affirmant que ces derniers sont des adeptes de Saddam, et par la suite d'Al Qaeda. Mais ils ne savent pas comment expliquer la force de frappe et l'ampleur d'une guérilla qui intervient non seulement dans la campagne mais aussi dans les grandes villes et qui, à peine deux mois après l'invasion, venait déjà fustiger l'envahisseur. En réalité, elle ressemble à une autre série de luttes de résistance contre l'occupation coloniale qui prennent la forme de guérilla, comme celle de l'Algérie dans les années cinquante contre la France, ou celle de la Palestine aujourd'hui. N'ayant pas les conditions de combattre ouvertement un envahisseur qui possède une supériorité technologique et militaire infiniment supérieure, la résistance irakienne utilise sa parfaite connaissance du terrain et l'appui populaire pour infliger des coups permanents qui peuvent déstabiliser, voire démoraliser les occupants, les obligeant ainsi à une retraite. Ce fut ce qui se passa en Algérie et au Vietnam.

Un rapport de la CIA, divulgué par le quotidien *Philadelphia Inquirer*, parle d'une situation beaucoup plus grave : il y aurait 50.000 combattants irakiens avec un nombre incalculable d'armes. La CIA met en évidence le fait que le « Conseil gouvernemental » en Irak manque de soutien populaire et qu'il a déjà échoué dans sa mission de convaincre le peuple de l'intérêt d'une collaboration avec l'occupant. Mais le principal danger, selon cette information, serait le risque d'une alliance entre la majorité chiite, qui représente 60% de la population, et la minorité sunnite, et ce dans l'objectif d'unir les forces pour expulser les envahisseurs. Il existe, dans la défense armée irakienne, une diversité relativement grande de groupes couvrant quasiment toute la gamme de tendance politiques d'Irak. On y trouve les baasistes, courant identifié au nationalisme pan arabe, aussi bien les adeptes de Saddam que ceux liés à la Syrie, les sunnites, les chiïtes et une aile du PC irakien, formée par des cadres de base étant donné que la direction majoritaire décida de soutenir l'occupation, allant jusqu'à la participation dans le conseil gouvernemental provisoire.

Les formes de résistance

Jusqu'il y a peu, la caractéristique de la résistance fut sa décentralisation, une phase initiale classique de la guerre de guérillas contre une armée occupante. Les premières actions de résistance rentraient dans ce modèle. Mais les attaques à l'hôtel Rachid, siège du commandement nord-américain, de même que les attaques d'hélicoptères, reflètent un niveau plus avancé, et peut-être plus coordonné, de lutte militaire.

Certaines informations sur les derniers attentats contre des hélicoptères indiquent qu'il y a une coordination entre les groupes qui attaquent les patrouilles pour attirer les hélicoptères des occupants vers des embuscades et pour les attaquer alors avec des missiles et des roquettes. Reste à voir si les groupes commencent à se coordonner sous une forme plus permanente et à organiser un commandement commun de la résistance, quelque chose comme une direction unifiée ou un Front de Libération Nationale.

Les dernières nouvelles, du mois de novembre et de décembre, montrent qu'il existe aussi un plan pour tenter de miner la coalition que les nord-américains ont formé autour d'eux pour garantir l'occupation de l'Irak. Des soldats et des membres des forces d'occupation italiennes, espagnoles et coréennes furent la cible d'attaques de la résistance irakienne, causant un choc dans ces différents pays et augmentant le mécontentement de la population, contre leurs gouvernements qui collaborent à l'occupation de l'Irak.

Lors d'un interview public pour le Comité de Solidarité avec la Cause Arabe (CSCA) d'Espagne, un militant de l'aile du PC qui s'oppose à l'occupation, Ahmed Karim, raconte : « Pour être sincère, nous n'avions pas pensé que le mouvement de résistance se développerait si rapidement. Beaucoup de personnes avaient placé tous leurs espoirs dans l'armée irakienne et se sentirent frustrés par la trahison du haut commandement. Dans le milieu de l'organisation populaire, on ne pouvait pratiquement rien préparer avant les attaques, bien que nous, de notre côté, nous ayons demandé au régime de Saddam Hussein qu'il nous concède des libertés déterminées en échange de notre soutien contre l'agression nord-américaine. La résistance est fermement enracinée et soutenue par l'immense majorité des classes pauvres, et pas seulement par elles. Et elle continue à avancer, grâce aussi aux atrocités perpétrées par l'armée d'occupation. Et nous ne devons pas oublier que nous comptons avec l'appui ferme des masses arabes et avec la sympathie de la majorité de la population mondiale. ».

Sur le futur de la résistance et la possibilité de construire un front national unifié, Karim répond que « ce front est impérieusement nécessaire et je suis sûr que tôt ou tard il verra le jour. Avec le temps, nous arriverons à dépasser les distances entre les dirigeants des forces nationalistes, islamistes et communistes. A l'échelle populaire, cette coopération est déjà évidente parce que la résistance n'est pas une question de religion ou de confession mais une question d'autodétermination sociale et nationale. ».

Autre problème pour les envahisseurs : la tentative de former un gouvernement marionnette

L'impérialisme a installé un « conseil » irakien sans aucune autorité réelle et auquel on parle aujourd'hui de donner plus de pouvoir pour pouvoir se séparer un peu de la relation directe avec la population. Composent ce conseil : des entrepreneurs extrêmement liés aux Etats-Unis et à l'Angleterre, comme Chalabi, qui a contre lui un mandat d'arrêt en Jordanie pour fraude ; des exilés amenés par les troupes d'invasion, comme un religieux qui vivait à Londres et qui trouva la mort à Najaf ; une partie du PC irakien, un secteur des Chiites (Al Hakim, lié à l'Iran), des transfuges du régime de Saddam et de la police, et les chefs kurdes du Nord, comme Jalal Tanabani, de l'UPC, qui actuellement « commande » provisoirement le conseil.

Le rapport de la CIA qui filtra dans la presse affirme que ces 25 marionnettes passent tout leur temps à se disputer pour les postes et pour le contrôle des affaires engendrés par le pillage. Mais le plus grand problème

pour la stratégie impérialiste de mise en place d'un gouvernement « irakien libre » réside dans le fait que le conseil lui-même, et tous ceux qui collaborent avec l'occupation, courent un danger dû à la haine que suscite leur condition de marionnettes.

Une ministre, des gouverneurs, des juges, l'ayatollah Al Hakim ont déjà renoncé, tout comme le gouverneur de Najaf. De la même façon, dans la région kurde, où le poids des chefs oligarchiques est grand et garantit une certaine stabilité pour quelque temps, l'augmentation des attentats dans la région de Mosul et Kirkuk et les récents heurts du PKK (l'organisation kurde qui combat contre le gouvernement turque pour l'indépendance) avec les forces nord-américaines montrent que la tendance est au questionnement généralisé face à la tentative de former un gouvernement pantin.

La situation en Afghanistan, qui empire chaque jour, donne une idée de ce que peut être le futur de ce genre de marionnettes. Le gouvernement pantin de Karzaï implore ses mentors impérialistes d'envoyer plus de troupes et ne contrôle quasiment plus rien dans le pays au-delà de Kaboul.

Action entre amis

C'est peut-être la meilleure définition pour la prise de contrôle qui se déroule actuellement en Irak. Dans cette « post-guerre », les meilleures affaires dans le pillage du territoire irakien furent soigneusement réservées à un groupe choisi de multinationales qui appuyèrent, avec ferveur et argent, la campagne présidentielle de Bush, telles que les multinationales Halliburton, Bechtel et d'autres grandes. Bien plus : ces dernières furent et sont dirigées par des exécutifs qui ont un rôle de poids dans ce gouvernement ou en eurent un au sein d'autres gouvernements républicains dans un passé récent. Cette situation génère un mal-être, y compris entre les sénateurs et les députés nord-américains. Les coïncidences entre les entreprises choisies et l'environnement de Bush sont nombreuses : Halliburton était dirigée jusqu'en 2000 par Dick Cheney, vice-président et grand défenseur de l'invasion en Irak. Bechtel est dirigée par Georges Schultz, ex-secrétaire à la Défense et important dirigeant du Parti Républicain et du groupe de l'entourage de Bush Père.

L'ambition avec laquelle ces multinationales participèrent à l'invasion révèle les raisons profondes de la haine de la population nord-américaine par rapport à l'occupation de l'Irak. Etant donné que l'intérêt est de faire de l'argent le plus rapidement possible, l'objectif central de l'opération est d'extraire le pétrole du pays immédiatement. Les problèmes concrets du peuple irakien, déjà malmené par des années de sanctions économiques, ne

sont même pas mentionnées par ces entreprises. La récupération des lignes électriques, des hôpitaux, des infrastructures productives, etc., passent au second plan. Alors que le combustible et l'électricité font défaut dans un pays qui possède la deuxième plus grande réserve de pétrole du monde, les multinationales essaient de voler et de faire des affaires avec le pétrole irakien.

Pour ne laisser planer aucun doute sur le fait que l'objectif est le pillage et la rapine éhontée, la plus haute autorité des occupants en Irak, Paul Bremer, a dicté une « loi » qui permet de tout privatiser en Irak. Malgré le fait que la convention de Genève elle-même ne permet pas qu'une puissance occupante dispose à sa guise des biens d'un pays occupé, l'administration yankee n'a pas la moindre gêne à décider de l'ouverture de toutes les richesses et biens de l'Irak aux investissements étrangers.

Le gouvernement irakien lui-même, pour être accepté par les occupants, doit être complètement soumis au pillage. La première tâche d'un gouvernement indépendant serait d'abroger toutes ces « législations », d'expulser tous les capitalistes étrangers qui se sont emparés de l'Irak et de nationaliser leurs biens. Toute l'opération de Bremer vise à ce que cela n'arrive pas, c'est-à-dire à ce que la recolonisation de l'Irak soit garantie même si, un jour, on en arrive à une retraite formelle et à la substitution de l'autorité d'occupation par un gouvernement colonial composé d'Irakiens. Ces derniers devraient respecter ces compromis et la présence de troupes nord-américaines se maintiendrait afin de rappeler aux futurs gouvernants « irakiens libres » les accords imposés. Telle est la démocratie que Bush réserve aux Irakiens.

Bush cherche des soutiens extérieurs pour ne pas perdre le soutien à l'intérieur

Face à une guérilla chaque fois plus audacieuse, le gouvernement de Bush a d'abord tenté de se légitimer et a obtenu l'aval de l'ONU et des « associés » impérialistes, auparavant contrariés par sa politique « unilatérale » (entendez : contrariés de ne pas pouvoir prendre part au butin). Mais l'ONU, marquée par sa politique de sanctions et d'humiliations contre l'Irak, a subi un attentat et a fini par retirer son personnel du pays. L'appui ne se traduit pas en troupes et en ressources substantielles.

Bush a alors tenu une *Conférence pour les donateurs* à Madrid, mais il n'obtint de l'Europe que 1.500 millions de dollars et un appui financier du Koweït et du Japon. Mais sur la question cruciale des troupes pour remplacer les Nord-américains, il n'obtint rien de plus que ceux déjà présents, c'est-à-

dire l'Italie et la Pologne. L'Espagne elle-même, engagée dans l'occupation par le commandement de l'escadron Plus Ultra qui réunit même des pays centraméricains sans ressources, a fini par retirer son personnel civil de Bagdad à cause du « danger », comme le firent l'ONU et la Croix Rouge. Le Japon n'a pas encore envoyé de troupes à cause du « manque de sécurité ». Les troupes envoyées par l'Italie viennent d'être victimes d'un attentat, le plus important depuis la Deuxième Guerre Mondiale, ce qui a ouvert un grand débat dans le pays sur la convenance de maintenir des troupes dans une guerre, à laquelle elle n'a que peu à gagner.

Pour tenter d'avoir l'air, à l'intérieur de son pays, de compter avec un important soutien international, Bush eut recours à son fidèle laquais, Tony Blair, et il se rendit en visite d'état en Angleterre, avec un droit de réception de la reine. Mais il ne rencontra pas beaucoup de succès. La manœuvre fut troublée par une manifestation de masse à Londres avec plus de 100 mille participants et une statue de Bush fut renversée à la place de Trafalgar Square, au cœur de Londres, illustrant l'isolement croissant dont sa politique de « guerre contre la terreur » et l'occupation font preuve en Europe.

Le résultat, en ce qui concerne le soutien interne à la politique de Bush pour l'Irak, est vraiment minable : selon une enquête menée en novembre par l'Institut Harris, en avril passé, 67% de la population approuvait la politique de Bush ; en juillet, 50% et en septembre 51%. En novembre, 58% la désapprouvait.

Pour tenter de mettre fin à cette chute, Bush a commencé à mettre en avant le discours selon lequel il est question de bataille pour la démocratie et pour éviter que le terrorisme n'atteigne les villes nord-américaines, dans une référence explicite aux attentats du 11 septembre. Le problème est qu'il justifia d'abord l'invasion en affirmant que l'Irak pouvait utiliser des armes de destruction massive à n'importe quel moment contre ses ennemis et qu'elle avait également des relations étroites avec l'organisation Al Qaeda. Malgré la tentative d'obtenir à tout prix des preuves des deux accusations, le Pentagone, la CIA et le FBI échouèrent complètement et l'absence de toute base à ces accusations est un facteur de discrédit continuels aux Etats-Unis. En Angleterre, cela a servi à mettre le gouvernement, confronté à une commission d'investigation, sur la défensive.

Bush a alors décidé de lancer un nouveau mensonge : l'objectif est de « récupérer l'Irak pour la démocratie », et de donner l'exemple que la liberté est possible au monde arabe et musulman ! Le problème, c'est que personne n'y croit. Les masses sont en train de rejeter l'invasion et de célébrer chaque coup essuyé par les troupes d'invasion.

BRING THEM HOME NOW!

Le gouvernement nord-américain a dit aux troupes qu'elles allaient libérer un peuple opprimé et apporter la démocratie en Irak et que, pour cette raison, elles seraient reçues comme des héros. Les discours allèrent jusqu'à comparer la mission avec l'entrée des alliés à Paris en 1944, récemment libérée de l'occupation nazie.

Mais cela était un autre mensonge de Bush. Les troupes furent reçues avec du rejet, des agressions de tous types, des pièges, des embuscades, des pierres lancées par des enfants,...et certains soldats admettent déjà cette situation et commencent à questionner leurs supérieurs. Pour empirer la situation, un autre mensonge : Bush a promis un séjour bref en Irak, mais ce dernier se prolonge bien au-delà du compte et personne ne sait quand il prendra fin. Le mécontentement parmi les troupes grandit de manière impressionnante. Tout cela est couvert par un manteau de silence. Mais les nouvelles finissent par se propager.

Les familles des soldats, qui avant protestaient de manière individuelle, commencèrent à s'organiser, à être en communication et forment déjà aujourd'hui des groupes et des réseaux pour protester. Le mouvement, connu comme *Bring them home now* (ramenez-les à la maison maintenant), réalisa, le 25 octobre, une protestation coordonnée au niveau national par des comités étudiants, des syndicats et des ONG à Washington et San-Francisco avec 50 mille personnes. Les banderoles et les affiches scandaient « Menteurs », « Nous avons été trompés », « Ramenez-les à la maison maintenant! ».

L'organisation des vétérans de guerre, avec son expérience de lutte contre la guerre du Vietnam et la guerre du Golf, fait aussi parler d'elle. Lors de la manifestation à Londres contre Bush, le vétéran de guerre bien connu, Ron Kovic, qui resta paraplégique et dont la lutte contre la guerre du Vietnam fut dépeinte dans le film *Né un quatre juillet*, joua un rôle important en représentant la lutte contre la guerre en Irak à l'intérieur des Etats-Unis.

Le syndrome du Vietnam, le 11 septembre et l'Irak

Le syndrome du Vietnam est la marque profonde laissée dans les esprits de la population nord-américaine par la grande défaite subie par les Etats-Unis, dans ce qui fut une des guerres les plus sanglantes menées par l'impérialisme nord-américain. Cette défaite nord-américaine, qui marqua pour toujours la politique militaire des Etats-Unis, fut le fruit d'une

combinaison de certains facteurs : la résistance héroïque du peuple Vietnamien et une guérilla de masse qui infligèrent des coups successifs aux forces armées de l'impérialisme le plus puissant du monde ; l'appui et la solidarité mondiale aux combattants vietnamiens contre l'impérialisme nord-américain ; le rejet croissant, à l'intérieur des Etats-Unis, face à l'augmentation des pertes humaines et à la situation des soldats américains poussa la jeunesse des Etats-Unis, qui ne voulait pas perdre la vie ou être mutilée, à protester contre une guerre dépourvue de sens ; et enfin, les coûts chaque fois plus élevés que la guerre généra pour l'économie nord-américaine.

Un de ces facteurs fut décisif pour forcer la retraite du Vietnam : l'effondrement complet du moral parmi les troupes qui entraîna un large refus de la jeunesse de servir ainsi que la rébellion ouverte des soldats. Le fait d'avoir dû se retirer après avoir perdu autour de 58 mille hommes et autant de blessés graves, de mutilés et d'invalides physiques et psychologiques marqua toute une génération.

Cette défaite marqua si profondément le pays que l'impérialisme commençait à prêter une attention extrême aux interventions militaires directes. Depuis la fin de la guerre du Vietnam, en 1975, les gouvernements nord-américains tentent de récupérer leur capacité d'intervenir militairement où ils l'entendent. L'adoption d'une armée volontaire à soldes à la place d'une armée de recrutement obligatoire fut une conséquence de cette situation.

Le 11 septembre ébranla la population nord-américaine et permit à Bush d'appeler à l'unité au nom de la défense du « foyer menacé » et de déclarer la « guerre à la terreur », d'attaquer et d'occuper de nouveau des pays. La première expérience fut l'Afghanistan en 2001. Bush profita du 11 septembre pour mettre en pratique sa doctrine et sa stratégie, élaborées déjà en 2000, d'occuper et de réorganiser la carte du Moyen-Orient, en particulier l'Irak.

Aujourd'hui, la discussion ouverte dans toute la presse est de savoir si ce qui se passe en Irak ne serait pas le retour du Vietnam. C'est ce qui amena le gouvernement à interdire les images des cercueils amenant les corps des soldats ; et les blessés ne sont quasiment pas mentionnés dans la presse.³⁸

Ce qui, aujourd'hui, est impressionnant, c'est la rapidité avec laquelle la crise s'est développée, au point de tenir en échec la stratégie du

³⁸ Selon l'agence Reuters, les taux de morts étaient en moyenne beaucoup plus importants dans les 5 premières années de la guerre du Vietnam que maintenant : en 1965, on atteignait un total de 1.926 et en 1968 (année de l'offensive de Tet), à 17.000.

gouvernement. A la fin, Bush avait déclaré la fin des hostilités après la « victoire rapide » et maintenant vient la dure réalité. Pour cette raison, le questionnement divise déjà la presse et la population a chaque fois moins de confiance dans la politique pour l'Irak. C'est qu'aujourd'hui, aux problèmes militaires sur le champs de bataille s'ajoute l'usure causée par la crise économique, par la perte d'emplois sous le gouvernement de Bush et par les privilèges octroyés aux plus riches lors de son mandat. Cette situation contribue à développer, parmi les troupes, un sentiment de plus en plus grand selon lequel elles sont utilisées et trompées ; des réclamations apparaissent concernant les soldes des militaires, la durée de leur période de service, les soins de santé y compris la nourriture et, principalement, sur les raisons de la guerre.

Lors de la guerre du Vietnam, on essaya la stratégie de « vietnamisation », qui échoua. Cela signifiait passer la responsabilité à une armée locale entraînée et fidèle aux impérialistes. Aujourd'hui, Rumsfeld parle d'*irakisation*, avec la formation et l'entraînement de 100 mille nouveaux intégrant des forces armées locales sous sa direction, qui peuvent remplacer les soldats nord-américains exténués et dégoûtés. En plus de cela, l'administration Bush, mise sous pression par la situation de plus en plus critique, parle de passer plus rapidement un certain type de contrôle à un gouvernement pantin. Mais en même temps, l'administration Bush affirme qu'ils ne partiront pas avant deux ans, et ce même s'ils passent une partie du contrôle à un gouvernement « irakien ».

Le problème rencontré par les Etats-Unis, c'est qu'il n'y a pas de quoi créer rapidement un « gouvernement loyal » avec de l'autorité ; le même problème qu'au Vietnam. Les forces d'occupation sont confrontées à un dilemme : si les choses continuent ainsi, la résistance grandira chaque jour. Et si elles prennent des mesures de répression plus fortes contre la population qui appuie les guérilleros, le rejet à l'occupation nord-américaine augmentera.

La première réponse à ce dilemme est allé dans le sens de cette dernière possibilité : les opérations *Marteau de Fer* et *Cyclone d'Ivoire* consistaient à utiliser « toute la capacité de feu de l'armée » pour causer des dommages aux villes et aux villages qui appuient les guérillas, comme le déclarait un général nord-américain. Cela démontre que les Etats-Unis ne peuvent dominer l'Irak que par la force brute, ce qui provoquera plus de résistance et, comme dans un cercle vicieux, une utilisation également plus grande de la force ainsi qu'une augmentation du mécontentement parmi les troupes d'occupation.

Ce n'est pas facile d'expulser les Etats-Unis de l'Irak. Ce qui est en jeu, c'est la « crédibilité » de l'impérialisme et de la doctrine de Bush. Il faudra encore un long combat militaire de la résistance et beaucoup de sacrifices de la part du peuple irakien, ainsi qu'un mouvement plus grand encore des familles de soldats, des troupes et du peuple nord-américain pour obliger les Etats-Unis à se retirer de l'Irak. Pour cela, il est nécessaire de mettre l'accent sur deux facteurs. Tout d'abord, dans quelle tentative que ce soit de maintenir l'occupation sur le long terme, les Etats-Unis affrontent un grave problème : la résistance du peuple irakien et la tendance au rejet croissant de la part des populations du monde entier, comme on l'a vu dans les manifestations lors de la visite de Bush à Londres en novembre. Deuxièmement, une défaite à l'heure actuelle aurait des conséquences plus profondes qu'au Vietnam et placerait l'impérialisme nord-américain en position défensive. Pour cette raison, les peuples de tous les pays regardent avec sympathie la lutte de libération nationale du peuple irakien et sa victoire sera une victoire des travailleurs de tous les peuples du monde.

La résistance à l'occupation ravive l'Intifada palestinienne

De la même manière que l'Intifada a inspiré une volonté de résistance des masses arabes et du Moyen-Orient, aujourd'hui, la résistance armée à l'occupation des Etats-Unis en Irak stimule la lutte des masses de la région et de l'Intifada elle-même. Les renseignements de la résistance indiquent que les masses palestiniennes reçurent l'invasion nord-américaine de l'Irak comme une douche froide, également parce que cette offensive s'exprima par une augmentation des attaques de Sharon, par la « feuille de route » et par la posture du nouveau cabinet palestinien collaborateur de Abu Mazen.

Aujourd'hui, après les actions de guérilla frappantes contre les troupes nord-américaines, la situation se modifie. Les masses palestiniennes aussi se réjouissent de la résistance parce qu'elle frappe le mentor d'Israël, les Etats-Unis. Comme en Irak, chaque coup donné contre les forces armées de l'ennemi impérialiste est célébré comme une victoire par la résistance palestinienne. La feuille de route a disparu et Abu Mazen a dû s'en aller.

Au contraire, c'est Sharon qui est en ce moment en position d'échec. Et la crise est chaque fois plus importante à l'intérieur d'Israël. Au troisième anniversaire de l'Intifada, après avoir promis la sécurité et la stabilité avec sa politique génocide, en bombardant les populations civiles en Cisjordanie et à Gaza, et avec la construction du nouveau « mur de la honte », ce que Sharon a en fait obtenu, c'est plus d'insécurité, des pertes économiques graves, la chute vertigineuse du tourisme et des investissements en Israël, la récession

et une vague de grèves. On calcule une émigration de plus de 700 mille personnes d'Israël (près de 11% de la population juive) durant les quatre dernières années ; des personnes effrayées ou fatiguées de la guerre civile sans fin. Comme Israël s'est toujours basée sur l'immigration permanente de juifs du monde entier pour garantir le projet sioniste d'un état avec une population à majorité juive, cette émigration représente un sérieux problème, d'autant plus si on tient compte du plus grand accroissement végétatif de la population arabe. Pour cette raison, Sharon fait face à de plus en plus de questionnements, y compris des forces armées elles-mêmes.

Il y a quelques mois, 27 pilotes de la Force aérienne (l'élite militaire), parmi lesquels un général de réserve héros de guerre, refusèrent de servir dans les territoires occupés. Le chef de l'Etat Major des forces armées, le général Moshe Yaalon, affirma que les tactiques utilisées par l'armée « incites au terrorisme ». Quatre ex-chefs du service secret, le fameux Shin Beth, critiquèrent dans le même sens la politique du gouvernement, affirmant que le traitement fait aux Palestiniens par Israël est « nuisible aux intérêts nationaux d'Israël ». On parle ouvertement d'une retraite unilatérale de Gaza.

La crise qui touche l'occupation nord-américaine en Irak atteint également l'occupation sioniste et la stratégie de Sharon, et celles-ci sont marqués par l'audace chaque fois plus grande des résistances irakienne et palestinienne.



| | |
|--|-----------|
| Présentation | 1 |
| Lutte de classes..... | 3 |
| <i>La Bolivie : une révolution ouvrière et socialiste en cours</i> | 3 |
| Le reflet dans les élections | 4 |
| Octobre : une révolution triomphante | 6 |
| Une révolution ouvrière et socialiste..... | 9 |
| La COB : organisme de double pouvoir..... | 11 |
| La révolution bolivienne actualise des thèmes abandonnés | 12 |
| La direction de la révolution remet le pouvoir dans les mains de la bourgeoisie | 13 |
| Mesa : kerenskiste et pro-impérialiste..... | 14 |
| Une nouvelle phase de la révolution | 14 |
| Le piège de l'assemblée constituante..... | 15 |
| Aucune confiance en Mesa | 16 |
| Points de vue..... | 18 |
| <i>Polémique : La question du pouvoir et les tâches en Bolivie aujourd'hui....</i> | 18 |
| <i>La gauche latino-américaine et la révolution bolivienne : Aprofondir la "démocratie" ou lutter pour le pouvoir ?.....</i> | 27 |
| Les consignes démocratiques dans les processus révolutionnaires | 28 |
| Le piège de la Constituante est beaucoup plus dangereux en Bolivie qu'en Argentine..... | 29 |
| Des propositions concrètes ou des formules abstraites de pouvoir ? | 31 |
| Ceci est histoire | 33 |
| <i>Sur le point de prendre le pouvoir depuis 50 ans</i> | 33 |
| 1952 : Quand le trotskisme aurait pu diriger la prise du pouvoir..... | 33 |
| Comment la révolution s'est elle développée ? | 34 |
| La révolution du 9 avril..... | 37 |
| La fondation de la COB : le double pouvoir ouvrier s'institutionnalise | 38 |
| Les milices et les Forces Armées | 38 |
| La nationalisation des mines | 39 |
| La révolution à la campagne | 40 |
| Tout le pouvoir à la COB ou gouverner ensemble avec un soutien critique au MNR ? | 42 |
| Le renversement et la défaite de la révolution. | 46 |
| La polémique dans la IV ^{ème} Internationale | 47 |
| Deux politiques face à la révolution bolivienne..... | 47 |
| Les leçons de la révolution..... | 49 |
| A deux reprises, l'histoire se répète..... | 51 |

| | |
|---|-----------|
| Année 2004 | 53 |
| <i>Irak : Avant-garde dans la lutte contre l'Impérialisme.....</i> | <i>53</i> |
| Une guérilla grandissante met en échec les E-U..... | 54 |
| Une guérilla avec le soutien des masses | 56 |
| Les formes de résistance | 57 |
| Autre problème pour les envahisseurs : la tentative de former un gouvernement marionnette..... | 58 |
| Action entre amis | 59 |
| Bush cherche des soutiens extérieurs pour ne pas perdre le soutien à l'intérieur | 60 |
| Le syndrome du Vietnam, le 11 septembre et l'Irak..... | 62 |
| La résistance à l'occupation ravive l'Intifada palestinienne | 65 |



